

## EXCELLENTE PERFORMANCE DU MODELE DE BANQUE UNIVERSELLE

### DONNÉES PUBLIÉES ET SOUS-JACENTES CASA ET GCA T2-2023

	CRÉDIT AGRICOLE S.A.		GROUPE CRÉDIT AGRICOLE	
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent
Revenus	<b>6 676 m€</b> +18,8% T2/T2	<b>6 329 m€</b> +15,6% T2/T2	<b>9 546 m€</b> +7,9% T2/T2	<b>9 159 m€</b> +9,5% T2/T2
Charges hors FRU	<b>- 3 218 m€</b> +3,0% T2/T2	<b>- 3 200 m€</b> +4,5% T2/T2	<b>- 5 233 m€</b> +4,8% T2/T2	<b>- 5 215 m€</b> +5,7% T2/T2
Résultat Brut d'Exploitation	<b>3 461 m€</b> +39,3% T2/T2	<b>3 133 m€</b> +30,3% T2/T2	<b>4 319 m€</b> +12,3% T2/T2	<b>3 950 m€</b> +15,4% T2/T2
Coût du risque	<b>-534 m€</b> x2,6 T2/T2	<b>-450 m€</b> x2,2 T2/T2	<b>-938 m€</b> +52,5% % T2/T2	<b>-854 m€</b> +38,8% T2/T2
RNPG	<b>2 040 m€</b> +24,7 T2/T2	<b>1 850 m€</b> +18,0% T2/T2	<b>2 481 m€</b> +2,1% T2/T2	<b>2 249 m€</b> +6,7% T2/T2
Coex (hors FRU)	<b>48,2%</b> -7,4 pp T2/T2	<b>50,6%</b> -5,3 pp T2/T2	<b>54,8%</b> -1,6 pp T2/T2	<b>56,9 %</b> -2,0 pp T2/T2

### RESULTATS TRIMESTRIELS ET SEMESTRIELS AU MEILLEUR NIVEAU : RESULTAT PUBLIE CASA A 2 040 m€ AU T2-23 ET 3 266 m€ AU S1-23.

En vision sous-jacente :

- Revenus au plus haut niveau, 6 329 m€ T2-23, +15,6% T2/T2 pro-forma IFRS17
  - o Revenus portés par une activité dynamique, notamment en Assurances sur l'ensemble des activités avec la poursuite d'une collecte nette dynamique en UC, Gestion d'Actifs, Crédit à la Consommation tirée par le canal auto (1<sup>ère</sup> consolidation de CA Auto Bank), BFI avec une excellente performance des financements structurés et des solutions de financement (repo, crédit primaire et titrisation)
  - o Banque de proximité France impactée par la hausse du coût de refinancement et le ralentissement de la production de crédit
  - o Revenus CA Italia, BPI hors Italie, CACEIS, CA Indosuez soutenus par la MNI
- Charges hors FRU +4,5% T2/T2 pro-forma IFRS17 (1<sup>ère</sup> consolidation de CA Auto Bank)
- Coefficient d'exploitation hors FRU 52,3% S1-23

### POSITIONS DE CAPITAL ET DE LIQUIDITE SOLIDES

- CET1 Crédit Agricole S.A. phasé 11,6% (340 pb>SREP)
- CET1 GCA 17,6% phasé (840 pb>SREP)

Dans le scénario adverse des stress test EBA, particulièrement sévère, et sur la base d'hypothèses assez radicalement contradictoires avec le fonctionnement du marché français de la banque de proximité, GCA affiche une solidité sans faille, illustrée par un ratio CET1 à horizon 2025 parmi les plus solides des grandes banques européennes

- LCR 157,3% et 334 Mds€ de réserves de liquidité au niveau du Groupe Crédit Agricole, post remboursement TLTRO-3 de juin-23
- Stock de provisions pour encours sains 20,6 Mds€ et taux de couverture 83,6% pour GCA

## POURSUITE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

- Montée en puissance sur le marché de la Mobilité : démarrage de Leasys et CA Auto Bank
- Intégration des activités européennes de RBC IS par CACEIS réalisée le 03/07/23
- Signature d'un accord en vue d'une prise de participation majoritaire au capital de la Banque Degroof Petercam<sup>1</sup>

## ESG : CREDIT AGRICOLE SE CLASSE AU MEILLEUR NIVEAU DE LA CATEGORIE « BANQUES DIVERSIFIEES EUROPE »

- Amélioration de la notation extra-financière de Crédit Agricole S.A. (72/100, + 5 pts) par l'agence Moody's Analytics

*A l'occasion du conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. du 3 août 2023, la SAS Rue La Boétie a informé la société de son intention de procéder à l'achat sur le marché d'actions Crédit Agricole S.A. pour un montant maximum d'un milliard d'euros dans le droit fil de l'opération annoncée en novembre 2022. Les détails de l'opération sont précisés dans un communiqué de presse émis ce jour par la SAS Rue La Boétie.*

### **Dominique Lefebvre,**

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

*« Ces très bons résultats illustrent la capacité de notre modèle de banque universelle à absorber les conséquences d'un environnement moins porteur et notre utilité au service des clients et de la société.*

*Je tiens à remercier nos élus, nos sociétaires et l'ensemble de nos collaborateurs qui, chaque jour, sont mobilisés aux côtés de leurs clients avec engagement et professionnalisme »*

### **Philippe Brassac,**

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

*« Être présent partout, pour tous, tout le temps et sur tous les univers de besoins, c'est le modèle de banque universelle et c'est un gage de protection des clients et de solidité des banques. »*

*Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 60,2% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés dans les annexes de ce communiqué. Tous les chiffres 2022 sont présentés en pro forma IFRS17.*

<sup>1</sup> L'impact sur le ratio CET1 de Crédit Agricole S.A. se situerait aux alentours de -30 pb

# Groupe Crédit Agricole

## Activité du Groupe

L'**activité commerciale** a connu une bonne dynamique ce trimestre dans l'ensemble des métiers du Groupe grâce au modèle de banque relationnelle. Sur le deuxième trimestre 2023, la **conquête brute** reste élevée avec + 471 000 nouveaux clients en banque de proximité, et le **fonds de commerce** progresse de +114 000 clients<sup>2</sup>. Plus spécifiquement sur le trimestre, le Groupe a conquis +371 000 nouveaux clients en banque de proximité France et +100 000 nouveaux clients en banque de proximité à l'international (Italie et Pologne) et le fonds de commerce croît respectivement +69 000 et +45 000 clients.

La **collecte** se maintient à un bon niveau dans le pôle de Gestion de l'épargne et assurance, à +1,1 milliard d'euros sur le trimestre, tirée par une collecte nette positive en **Gestion d'actifs** de +3,7 milliards d'euros malgré l'aversion au risque des clients dans des marchés incertains, à la fois en actifs MLT et en Trésorerie, auprès des particuliers, des institutionnels et dans les JV en Inde et Corée. Pour les activités d'**assurance**, la collecte nette demeure positive en France, s'appuyant sur le succès des unités de compte obligataires, qui tire également le taux de la collecte brute en unités de comptes, qui reste élevé à 45,3% ; l'activité reste également soutenue en assurance dommages et protection des personnes, avec un chiffre d'affaires qui progresse respectivement de +10,4%<sup>3</sup> et +5,2%<sup>3</sup> par rapport au deuxième trimestre 2022. Les **taux d'équipement** en produits d'assurance continuent à progresser sur un an et s'élèvent à fin juin 2023 à 42,8% pour les Caisses régionales, 27,4% pour LCL et 17,9% pour CA Italia<sup>4</sup>.

La **Banque de financement et d'investissement** affiche ce trimestre une bonne performance, notamment dans les activités des financements structurés (+20,4% par rapport au deuxième trimestre 2022) et une bonne activité commerciale dans les activités de marché, notamment dans les solutions de financement (repo, crédit primaire et titrisation).

En **crédit à la consommation**, la production de CACF est en hausse de +9% par rapport au deuxième trimestre 2022, tirée par le dynamisme du canal automobile (+30%, notamment lié à un bon démarrage de l'activité CA Autobank en marque blanche).

En **banque de proximité**, la **production de crédit** est en recul par rapport au deuxième trimestre 2022 dans un marché baissier, mais le niveau des encours crédit continue à progresser pour l'ensemble des métiers. La production habitat est en baisse en France, dans le contexte de resserrement de la politique monétaire (-45,6% pour LCL et -23,7% pour les Caisses régionales), mais également en Italie (-23,5%). En même temps, le taux à l'octroi des nouveaux crédits habitat continue à augmenter par rapport à mars 2023 à la fois pour la banque de proximité en France et en Italie. Les **encours de collecte** de la banque de proximité sont en légère hausse par rapport au premier trimestre 2023. La collecte bilan (+0,5% par rapport au mars 2023 et +3,5% par rapport au juin 2022) est tirée principalement par CA Italia (+2,9%) et par les Caisses régionales (+0,5%) grâce à des opérations à échéance des entreprises. La collecte trimestrielle hors-bilan, en hausse de +0,7%, est positive pour l'ensemble des métiers.

<sup>2</sup> Conquête brute du premier semestre 2023 s'élève à ~1 026 000 clients et le fonds de commerce à ~ 267 000 clients

<sup>3</sup> Périmètre constant hors la Médicale

<sup>4</sup> Variation vs. Juin 2022 : +0,5 pt pour les CRs, +0,5 pt pour LCL et +2,3 pts pour CA Italia

## Résultats du Groupe

Au deuxième trimestre 2023, le **résultat net part du Groupe publié** du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 481 millions d'euros**, en hausse de +2,1% par rapport au deuxième trimestre 2022.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont un impact cumulé de +232 millions d'euros en résultat net part du Groupe et sont composés d'éléments comptables non récurrents pour +244 millions d'euros, principalement la réorganisation des activités Mobilité<sup>5</sup> sur le pôle SFS (+140 millions d'euros) et la reprise de la provision pour amende Echanges Images Cheques (+104 millions d'euros). Les éléments récurrents s'élèvent à -11 millions d'euros en résultat net part du Groupe et comprennent des éléments de volatilité comptable en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie spread émetteur de la FVA, et le secured lending pour -11 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Banque de Marché et d'Investissement, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -1 million d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors les éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent<sup>6</sup>** du Groupe Crédit Agricole atteint **2 249 millions d'euros**, en hausse de +6,7% par rapport au deuxième trimestre 2022.

### Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T2-2023 et au T2-2022

En m€	T2-23 publié	Eléments spécifiques	T2-23 sous- jacent	T2-22 publié	Eléments spécifiques	T2-22 sous- jacent	Δ T2/T2 publié	Δ T2/T2 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>9 546</b>	<b>388</b>	<b>9 159</b>	<b>8 849</b>	<b>485</b>	<b>8 364</b>	+7,9%	+9,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 233)	(18)	(5 215)	(4 996)	(63)	(4 933)	+4,8%	+5,7%
FRU	6	-	6	(8)	-	(8)	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>4 319</b>	<b>369</b>	<b>3 950</b>	<b>3 845</b>	<b>422</b>	<b>3 423</b>	<b>+12,3%</b>	<b>+15,4%</b>
Coût du risque de crédit	(938)	(84)	(854)	(615)	-	(615)	+52,5%	+38,8%
Sociétés mises en équivalence	46	(12)	58	103	-	103	(55,7%)	(44,0%)
Gains ou pertes sur autres actifs	33	28	5	22	-	22	+54,7%	(74,6%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 460</b>	<b>301</b>	<b>3 160</b>	<b>3 355</b>	<b>422</b>	<b>2 933</b>	<b>+3,1%</b>	<b>+7,7%</b>
Impôt	(772)	(69)	(704)	(771)	(108)	(664)	+0,1%	+6,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	4	-	4	23	(3)	26	(83,2%)	(85,2%)
<b>Résultat net</b>	<b>2 692</b>	<b>232</b>	<b>2 460</b>	<b>2 607</b>	<b>311</b>	<b>2 295</b>	<b>+3,3%</b>	<b>+7,2%</b>
Intérêts minoritaires	(211)	(0)	(211)	(176)	11	(187)	+20,1%	+12,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 481</b>	<b>232</b>	<b>2 249</b>	<b>2 431</b>	<b>322</b>	<b>2 108</b>	<b>+2,1%</b>	<b>+6,7%</b>
<b>Coef.d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>54,8%</b>		<b>56,9%</b>	<b>56,5%</b>		<b>59,0%</b>	<b>-1,6 pp</b>	<b>-2,0 pp</b>

Au deuxième trimestre 2023, le **produit net bancaire sous-jacent s'élève** à 9 159 millions d'euros, en hausse de +9,5% par rapport au deuxième trimestre 2022 expliqué par le pôle Gestion de l'épargne et assurances +46,4% qui bénéficie d'une hausse des revenus de l'assurance (x3,1 et +42% en rythme de croisière IFRS17<sup>7</sup>), le pôle Services Financiers Spécialisés (+26,1%) qui inclut une première intégration ligne à ligne CA Auto Bank, le pôle Banque de Proximité à l'international (+21,0%) avec une marge nette d'intérêts bien orientée, et le pôle Grande Clientèle (+1,6%) bénéficiant également de la hausse de la marge nette d'intérêts des services financiers

<sup>5</sup> La réorganisation des activités Mobilité du Groupe CA Consumer Finance a impacté de façon exceptionnelle le T2 2023 sur l'ensemble des Soldes Intermédiaires de Gestion au titre des transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives).

<sup>6</sup> Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

<sup>7</sup> Effet de base au T2-22 ne tenant pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022, ie cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille

aux institutionnels, les revenus en BFI étant légèrement inférieurs mais proches du meilleur T2 historique atteint en 2022 ; les revenus sous-jacents du pôle Banque de Proximité France (-2,9%) reculent sous l'effet de la hausse du coût de refinancement et des ressources.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors fonds de résolution unique (FRU)** sont en hausse de +5,7% au deuxième trimestre 2023, pour s'établir à -5 215 millions d'euros, notamment sous l'effet de la hausse des rémunérations dans un contexte inflationniste, de l'accompagnement du développement des métiers et des dépenses IT. Au global, le Groupe affiche une baisse de -2,0 points de pourcentage du **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU**, qui s'établit à 56,9% au deuxième trimestre 2023. Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est en hausse de +15,4% par rapport au deuxième trimestre 2022, s'établissant à 3 950 millions d'euros.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent** est en dégradation à -854 millions d'euros, soit une hausse de +39% par rapport au deuxième trimestre 2022 qui s'élevait à -615 millions d'euros. La charge de -854 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2023 se décompose en une dotation sur encours sains (niveau 1 et 2) de -154 millions d'euros (contre 220 millions d'euros au deuxième trimestre 2022), un provisionnement de -697 millions d'euros pour risque avéré (niveau 3 - contre 401 millions d'euros au deuxième trimestre 2022), dégradation liée au passage en défaut de grands dossiers de place français et à la hausse du risque avéré sur la banque de détail et le crédit à la consommation, et enfin une dotation de -3 millions d'euros de risques autres. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du deuxième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1% en France en 2023, +2,4% en 2024) et un scénario défavorable (PIB à +0,1% en France en 2023 et -0,1% en 2024). Le **coût du risque sur encours<sup>8</sup> sur quatre trimestres glissants atteint 25 points de base, soit en ligne avec l'hypothèse du Plan à Moyen Terme à 25 points de base**. Il atteint 29 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>9</sup>.

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 3 160 millions d'euros**, en hausse de +7,7% par rapport au deuxième trimestre 2022. Le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 58 millions d'euros (en baisse de -44,0%, notamment expliqué par la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank ex-FCA Bank) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint 5 millions d'euros ce trimestre. La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +6,0%** sur la période. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +7,2% pour s'établir à 2 460 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +12,9%. Enfin, le **résultat net part du Groupe sous-jacent, à 2 249 millions d'euros ressort en hausse de +6,7%** par rapport au deuxième trimestre 2022.

<sup>8</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres après réintégration des encours de CA Auto Bank

<sup>9</sup> Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre après réintégration des encours de CA Auto Bank

## Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au S1-2023 et au S1-2022

En m€	S1-23 publié	Eléments spécifiques	S1-23 sous- jacent	S1-22 publié	Eléments spécifiques	S1-22 sous- jacent	Δ S1/S1 publié	Δ S1/S1 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>18 473</b>	<b>356</b>	<b>18 117</b>	<b>17 730</b>	<b>564</b>	<b>17 166</b>	+4,2%	+5,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(10 517)	(18)	(10 498)	(10 078)	(81)	(9 997)	+4,4%	+5,0%
FRU	(620)	-	(620)	(803)	-	(803)	(22,8%)	(22,8%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>7 337</b>	<b>338</b>	<b>6 999</b>	<b>6 850</b>	<b>483</b>	<b>6 367</b>	<b>+7,1%</b>	<b>+9,9%</b>
Coût du risque de crédit	(1 486)	(84)	(1 402)	(1 503)	(195)	(1 308)	(1,1%)	+7,1%
Sociétés mises en équivalence	153	(12)	165	211	-	211	(27,4%)	(21,7%)
Gains ou pertes sur autres actifs	37	28	10	35	-	35	+8,0%	(72,4%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>6 042</b>	<b>269</b>	<b>5 773</b>	<b>5 592</b>	<b>288</b>	<b>5 304</b>	<b>+8,0%</b>	<b>+8,8%</b>
Impôt	(1 483)	(60)	(1 422)	(1 474)	(123)	(1 351)	+0,6%	+5,3%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	6	-	6	25	(7)	31	(76,9%)	(81,8%)
<b>Résultat net</b>	<b>4 565</b>	<b>209</b>	<b>4 356</b>	<b>4 143</b>	<b>158</b>	<b>3 984</b>	<b>+10,2%</b>	<b>+9,3%</b>
Intérêts minoritaires	(415)	(0)	(415)	(362)	11	(373)	+14,7%	+11,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>4 150</b>	<b>209</b>	<b>3 941</b>	<b>3 781</b>	<b>169</b>	<b>3 612</b>	<b>+9,8%</b>	<b>+9,1%</b>
<b>Coef. d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>56,9%</b>		<b>57,9%</b>	<b>56,8%</b>		<b>58,2%</b>	<b>+0,1 pp</b>	<b>-0,3 pp</b>

Sur l'ensemble du premier semestre 2023, le résultat net part du Groupe publié est de 4 150 millions d'euros, contre 3 781 millions d'euros au premier semestre 2022, soit une hausse de +9,8%.

Les éléments spécifiques des six premiers mois 2023 comprennent les éléments spécifiques du premier semestre 2023 des Caisses régionales détaillés dans la section Caisses régionales et les éléments spécifiques de Crédit Agricole S.A. détaillés dans la section Crédit Agricole S.A.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** ressort à **3 941 millions d'euros**, en hausse de +9,1% par rapport au premier semestre 2022.

Le **produit net bancaire sous-jacent s'élève à 18 117 millions d'euros**, en hausse de +5,5% au premier semestre 2023 par rapport au premier semestre 2022. Cette hausse s'explique par un très haut niveau de revenus sur l'ensemble des métiers du pôle **Gestion de l'épargne et Assurances**, la première intégration ligne à ligne de CA Auto Bank sur le pôle **Services financiers spécialisés**, le plus haut niveau de revenus sur le pôle **Grandes Clientèles** et une marge nette d'intérêts en hausse sur le pôle **Banques de proximité à l'international** ; les revenus du pôle **Banques de proximité France** sont en baisse en raison de la baisse de la marge d'intérêts.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU s'élèvent à -10 498 millions d'euros, en hausse de +5,0 % par rapport au premier semestre 2022, notamment sous l'effet de la hausse des rémunérations dans un contexte inflationniste, de l'accompagnement du développement des métiers et des dépenses IT. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** sur le premier semestre 2023 s'établit à 57,9 % en baisse de -0,3 point de pourcentage par rapport à celui au premier semestre 2022. Le FRU s'élève à -620 millions d'euros en 2023, en baisse de -22,8 % par rapport à 2022.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 6 999 millions d'euros, en hausse de +9,9 % par rapport au premier semestre 2022.

Le **coût du risque** sous-jacent sur le semestre est en hausse, à -1 402 millions d'euros (dont -221 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -1 162 millions d'euros de coût du risque avéré, et + 19 millions d'euros de risques autres correspondant principalement à des reprises de provisions juridiques), soit une hausse de +7,1% par rapport au premier semestre 2022.

Au 30 juin 2023, les indicateurs de risque confirment **la qualité de l'actif du groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (46% des encours bruts) et entreprises (32% des encours bruts). Le stock de provisions s'élève à 20,6 milliards d'euros à fin juin 2023 (dont 10,9 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 42% de provisions sur encours sains (48% pour les Caisses régionales). Le stock de provisions sur encours sains a augmenté, au niveau du Groupe, de +3,3 milliards d'euros depuis le quatrième trimestre 2019. La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter l'un des meilleurs<sup>10</sup> taux de couverture global des créances douteuses (à 83,6% à fin juin 2023) parmi les grandes banques européennes.

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 10 millions au premier semestre 2023 contre 35 millions d'euros au premier semestre 2022. Le résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort en hausse de +8,8 %, à 5 773 millions d'euros. La charge d'impôt est de -1 422 millions d'euros, en hausse de +5,3 %, avec un taux d'impôt effectif sous-jacent s'établissant à 25,4%, en baisse de - 1,2 point de pourcentage comparé au premier semestre 2022. Le résultat net avant minoritaires affiche ainsi une hausse de +11,4 %. Les intérêts minoritaires s'établissent à - 415 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une hausse de +11,4 %.

**Le résultat net part du Groupe sous-jacent du premier semestre 2023** s'établit ainsi à 3 941 millions d'euros en hausse de + 9,1% par rapport au premier semestre 2022.

---

<sup>10</sup> Analyse faite à partir des données 30/06/2023 pour Crédit Agricole SA et Groupe Crédit Agricole. Analyse faite à partir des publications 30/06/2023 sur les prêts à la clientèle, les encours Stage 3 et les provisions Stage 1, 2 et 3 de Banco Santander, Standard Chartered, Barclays, BNP Paribas, Deutsche Bank, HSBC, Société Générale, Groupe BPCE et Unicredit..

## Caisses régionales

L'activité des Caisses régionales progresse au deuxième trimestre 2023. **La conquête brute est en hausse** avec +291 000 nouveaux clients sur le trimestre **et le fonds de commerce croît de +62 000 nouveaux clients** sur le trimestre. Le nombre de **clients actifs sur les outils digitaux augmente**, l'application Ma Banque affiche à présent 8,6 millions<sup>11</sup> d'utilisateurs et le nombre de signatures en ligne<sup>12</sup> est en progression de +40% entre le deuxième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2023. **La bonne performance de l'offre « Ma banque Au Quotidien »** pour les clients particuliers permet **une augmentation et une amélioration du stock de cartes** (+2,2 % sur un an, avec +13 % pour les cartes haut de gamme). Sur le marché des professionnels, l'offre Propulse a trouvé rapidement sa place dans la gamme en complétant l'offre d'une solution 100% digital avec des services de gestion (en huit mois : 8 000 comptes 100% digital ouverts et 15 000 prospects via le digital pour les agences, avec un taux de satisfaction élevé<sup>13</sup>).

**La production de crédit est en baisse** ce trimestre -19,3% par rapport au deuxième trimestre 2022, (-6,8% T2-23 vs. moyenne 2018-2022). La baisse est marquée sur l'habitat (-23,7% par rapport au deuxième trimestre 2022) mais elle reste inférieure à celle du marché<sup>14</sup>. Le taux à la production des crédits habitat est en hausse par rapport au premier trimestre 2023 et le taux moyen à l'octroi sur 20 à 25 ans atteint 3,5%<sup>15</sup> début juillet 2023. **Les encours de crédit** atteignent 642 milliards d'euros à fin juin 2023, en hausse de +4,6% par rapport à fin juin 2022 (+1,0% par rapport à fin mars 2023) tirés par le marché des entreprises (+7,5% par comparaison au deuxième trimestre 2022).

**Les encours de collecte globale** sont en hausse de +3,3% sur un an et atteignent 866 milliards d'euros à fin juin 2023. Cette croissance est portée par les encours de collecte bilan, qui atteignent 579 milliards d'euros à fin juin 2023, en progression de +2,7% par rapport à fin juin 2022 (dont +9,9% sur les livrets et +64,5% sur les dépôts à terme). Par rapport au premier trimestre 2023, la collecte bilan progresse de +0,5%. Les encours de collecte hors-bilan atteignent 287 milliards d'euros à fin juin 2023, en hausse de +4,6% sur un an.

**Au deuxième trimestre 2023, le produit net bancaire publié des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie**<sup>16</sup> s'élève à 4 950 millions d'euros, en baisse de -5,3% par rapport au deuxième trimestre 2022 en lien avec une baisse de la marge d'intermédiation de -33,8% (hors effet de base de l'épargne logement) et une hausse du coût de refinancement. A noter également un effet de base défavorable sur la provision en épargne logement de -342 millions d'euros enregistrée en éléments spécifiques au deuxième trimestre 2022. Le PNB de portefeuille est en hausse, bénéficiant d'effets de marché favorables et d'une hausse des dividendes reçus. Les commissions sont bien orientées à +2.3%. **Les charges d'exploitation** progressent de +3,6% sur la période en grande partie liées à la hausse des charges de personnel. **Le résultat brut d'exploitation** est en baisse de -12,5%. **Le coût du risque** est en légère baisse de -1,7% par rapport au deuxième trimestre 2022 et s'élève à -408 millions d'euros. **Le résultat net part du Groupe** des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue la Boétie s'élève à 2 037 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, en baisse de -9,2% en comparaison au deuxième trimestre 2022.

**La contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole s'élève à 413 millions d'euros (-46,2%)** en résultat net part du groupe publié au deuxième trimestre 2023, avec un produit net bancaire à 3 353 millions d'euros (-10,3%) et un coût du risque à -405 millions d'euros (-1,6%).

**Au deuxième trimestre 2023, les éléments spécifiques** ont un impact positif de 41 millions d'euros en produit net bancaire (impact identique en résultat net part du groupe) et sont en lien avec une reprise sur le litige Image Chèque. **Au deuxième trimestre 2022, les éléments spécifiques** avaient un impact de 342 millions d'euros en produit net bancaire (254 millions d'euros en résultat net part du groupe) et correspondaient à une reprise sur les provisions épargne logement

**Sur le premier semestre 2023, le produit net bancaire y compris dividende SAS Rue La Boétie** est en baisse (-6,9%) par rapport au premier semestre 2022. Les charges d'exploitation progressent de +3,1% et le **résultat brut d'exploitation** est par conséquent en baisse de -18,8% sur le semestre. Enfin, avec un **coût du**

<sup>11</sup> Nombre de profils actifs sur Ma Banque correspondant à au moins une synchronisation dans le mois

<sup>12</sup> Signatures initiées en mode dépose BAM (Banque accès multicanal) dont le support final de signature est BAM, Portail client mobile ou Ma Banque

<sup>13</sup> 4,8 sur 5 sur store

<sup>14</sup> Production habitat en France en baisse de -47% sur le mois de mai 2023 selon la Banque de France

<sup>15</sup> Taux moyen à l'octroi 20-25ans +58pb T1/T2

<sup>16</sup> Dividende SAS Rue La Boétie versé au deuxième trimestre annuellement



**risque** en hausse de +3,4%, **le résultat net part du groupe des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie** s'élève à 2 472 millions d'euros, en baisse de -18,2% par rapport au premier semestre 2022.

**La contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole au premier semestre 2023** s'élève à 833 millions d'euros (-45,9%) en résultat net part du groupe publié, avec un produit net bancaire à 6 686 millions d'euros (-9,9%) et un coût du risque à -577 millions d'euros (+3,6%).

# Crédit Agricole S.A.

## Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 3 août 2023, a examiné les comptes du deuxième trimestre 2023.

### Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T2-2023 et au T2-2022

En m€	T2-23 publié	Eléments spécifiques	T2-23 sous- jacent	T2-22 publié	Eléments spécifiques	T2-22 sous- jacent	Δ T2/T2 publié	Δ T2/T2 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>6 676</b>	<b>346</b>	<b>6 329</b>	<b>5 619</b>	<b>143</b>	<b>5 477</b>	<b>+18,8%</b>	<b>+15,6%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 218)	(18)	(3 200)	(3 123)	(63)	(3 061)	+3,0%	+4,5%
FRU	4	-	4	(11)	-	(11)	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 461</b>	<b>328</b>	<b>3 133</b>	<b>2 485</b>	<b>80</b>	<b>2 405</b>	<b>+39,3%</b>	<b>+30,3%</b>
Coût du risque de crédit	(534)	(84)	(450)	(202)	-	(202)	x 2,6	x 2,2
Sociétés mises en équivalence	27	(12)	39	94	-	94	(71,1%)	(58,2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	29	28	1	11	-	11	x 2,7	(89,1%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 983</b>	<b>259</b>	<b>2 724</b>	<b>2 387</b>	<b>80</b>	<b>2 307</b>	<b>+25,0%</b>	<b>+18,1%</b>
Impôt	(677)	(69)	(609)	(549)	(19)	(530)	+23,3%	+14,9%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	4	-	4	23	(3)	26	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>2 309</b>	<b>190</b>	<b>2 119</b>	<b>1 861</b>	<b>57</b>	<b>1 803</b>	<b>+24,1%</b>	<b>+17,5%</b>
Intérêts minoritaires	(269)	(1)	(269)	(225)	11	(235)	+19,9%	+14,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 040</b>	<b>190</b>	<b>1 850</b>	<b>1 636</b>	<b>68</b>	<b>1 568</b>	<b>+24,7%</b>	<b>+18,0%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,64</b>	<b>0,06</b>	<b>0,58</b>	<b>0,51</b>	<b>0,02</b>	<b>0,49</b>	<b>+25,5%</b>	<b>+18,5%</b>
<b>Coef.d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>48,2%</b>		<b>50,6%</b>	<b>55,6%</b>		<b>55,9%</b>	<b>-7,4 pp</b>	<b>-5,3 pp</b>

**Au deuxième trimestre 2023, le résultat net part du Groupe publié** de Crédit Agricole S.A. ressort à **2 040 millions d'euros**, soit une hausse de +24,7% par rapport au deuxième trimestre 2022.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont un impact cumulé de +190 millions d'euros en résultat net part du Groupe et sont composés d'éléments comptables non récurrents pour +201 millions d'euros, principalement la réorganisation des activités Mobilité<sup>17</sup> sur le pôle SFS (+140 millions d'euros) et la reprise de la provision pour amende Echanges Images Cheques (+62 millions d'euros). Les éléments récurrents s'élèvent à -11 millions d'euros en résultat net part du Groupe et comprennent des éléments de volatilité comptable en produit net bancaire, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), la partie spread émetteur de la FVA, et le secured lending pour -11 millions d'euros en résultat net part du Groupe en Banque de Marché et d'Investissement, et la couverture de portefeuille de prêts en Grandes Clientèles pour -1 million d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**<sup>18</sup> s'établit à **1 850 millions d'euros**, en hausse de +18,0% au deuxième trimestre 2023 par rapport au deuxième trimestre 2022.

Au deuxième trimestre 2023, les **revenus sous-jacents** atteignent 6 329 millions d'euros, en hausse de +15,6% par rapport au deuxième trimestre 2022. Cette croissance est portée par le pôle Gestion de l'épargne et assurances +47,5% qui bénéficie d'une hausse des revenus de l'assurance (x3,1 et +42% en rythme de croisière IFRS<sup>19</sup>), le pôle Services Financiers Spécialisés (+26,1%) qui inclut une première intégration ligne à ligne CA

<sup>17</sup> La réorganisation des activités Mobilité du Groupe CA Consumer Finance a impacté de façon exceptionnelle le T2 2023 sur l'ensemble des Soldes Intermédiaires de Gestion au titre des transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives).

<sup>18</sup> Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

<sup>19</sup> Effet de base au T2-22 ne tenant pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022, ie cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille

Auto Bank, le pôle Banque de Proximité à l'international (+20,9%) avec une marge nette d'intérêts bien orientée en Italie en Pologne et en Egypte, et le pôle Grande Clientèle (+1,5%) notamment porté par une hausse de la marge nette d'intérêts des services financiers aux institutionnels, les revenus en BFI étant légèrement inférieurs mais proches du meilleur T2 historique atteint en 2022 ; les revenus sous-jacents du pôle Banque de Proximité France (-4,4%) reculent sous l'effet de la hausse du coût de refinancement et des ressources.

**Les charges d'exploitation sous-jacentes** s'élèvent à -3 196 millions d'euros, au deuxième trimestre 2023, en hausse de +4,1% par rapport au deuxième trimestre 2022. **Hors FRU**, elles s'établissent à -3 200 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, en hausse de -139 millions d'euros, soit +4,5% dont environ -62 millions d'euros s'explique par un effet périmètre, avec la 1<sup>ère</sup> consolidation de CA Auto Bank. Le solde provient notamment de la hausse de la masse salariale pour -75 millions d'euros (principalement en Grandes Clientèles et en BPI), les provisions pour rémunérations variables et bonus pour -26 millions d'euros (notamment en Banque de Financement et d'investissement). Les investissements informatiques représentent une hausse de -35 millions d'euros (principalement en Grande Clientèle).

**Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'établit ainsi à 50,6% au deuxième trimestre 2023, en amélioration de -5,3 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent du deuxième trimestre 2023 s'établit à 3 133 millions d'euros, en hausse de +30,3%.

Au 30 juin 2023, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (26% des encours bruts) et entreprises (43% des encours bruts de Crédit Agricole S.A.). Le taux de créances douteuses est stable et demeure toujours bas à 2,6%. Le taux de couverture<sup>20</sup>, élevé, à 71,4%, est en hausse de +0,6 point de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,7 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A, en hausse (+3,7%) par rapport à fin mars 2023. Sur ce stock de provisions, 36% sont liés au provisionnement des encours sains. Le stock de provisions pour encours sains est en hausse de +1,5 milliard d'euros par rapport au quatrième trimestre 2019.

Le coût du risque de crédit sous-jacent est en dégradation à -450 millions d'euros, soit une multiplication par 2,2 par rapport au deuxième trimestre 2022 qui s'élevait à -202 millions d'euros. La charge de -450 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2023 se décompose en une reprise sur encours sains (niveau 1 et 2) de 14 millions d'euros (contre une reprise de 76 millions d'euros au deuxième trimestre 2022), un provisionnement de -468 millions d'euros pour risque avéré (niveau 3 - contre -309 millions d'euros au deuxième trimestre 2022), dégradation liée au passage en défaut de grands dossiers de place français et à la hausse du risque avéré sur la banque de détail et le crédit à la consommation, et enfin une reprise de 4 millions d'euros pour risques autres. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du deuxième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1% en France en 2023, +2,4% en 2024) et un scénario défavorable (PIB à +0,1% en France en 2023 et -0,1% en 2024). Le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants<sup>21</sup> atteint 33 points de base, **soit en ligne avec l'hypothèse du Plan à Moyen Terme à 40 points de base** et 35 points de base en vision trimestrielle annualisée<sup>22</sup>.

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** ressort à 39 millions d'euros au deuxième trimestre 2023 en baisse de -58,2% par rapport au deuxième trimestre 2022, impacté par un effet périmètre avec la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank au sein du pôle SFS.

<sup>20</sup> Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en « stages » 1, 2 et 3

<sup>21</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres après réintégration des encours de CA Auto Bank

<sup>22</sup> Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre après réintégration des encours de CA Auto Bank

Le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 1 million d'euros au deuxième trimestre 2023, en baisse de -10 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2022.

Le **résultat sous-jacent<sup>23</sup> avant impôt**, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en hausse de +18,1%, à 2 724 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à 22,7% et la charge d'impôt sous-jacente est de -609 millions d'euros, en hausse de +14,9%. Le résultat net sur activités arrêtées s'établit à +4 millions d'euros, contre +26 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Le **résultat net avant minoritaires** affiche donc une hausse de +17,5% à 2 119 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -269 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, en hausse de +14,2%.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse de +18,0% par rapport au deuxième trimestre 2022 à 1 850 millions d'euros.

Le **bénéfice par action sous-jacent (pro-forma IFRS 17)** sur le deuxième trimestre 2023 atteint **0,58 €**, il est en hausse de +18,5% par rapport au deuxième trimestre 2022.

Le **RoTE<sup>24</sup> sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé<sup>25</sup> et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'Additional Tier 1 (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et retraité de certains éléments volatils comptabilisés en capitaux propres (dont réserves latentes), atteint 14,7% **au 30 juin 2023**, en hausse de +0,3 point de pourcentage par rapport au 31 mars 2023.

---

<sup>23</sup> Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

<sup>24</sup> Voir détails du calcul du RoTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en Annexe4

<sup>25</sup> Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

## Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au S1-2023 et au S1-2022

En m€	S1-23 publié	Éléments spécifiques	S1-23 sous- jacent	S1-22 publié	Éléments spécifiques	S1-22 sous- jacent	Δ S1/S1 publié	Δ S1/S1 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>12 797</b>	<b>315</b>	<b>12 482</b>	<b>11 203</b>	<b>152</b>	<b>11 051</b>	<b>+14,2%</b>	<b>+12,9%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(6 546)	(18)	(6 528)	(6 256)	(81)	(6 175)	+4,6%	+5,7%
FRU	(509)	-	(509)	(647)	-	(647)	(21,3%)	(21,3%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>5 741</b>	<b>296</b>	<b>5 445</b>	<b>4 300</b>	<b>71</b>	<b>4 229</b>	<b>+33,5%</b>	<b>+28,8%</b>
Coût du risque de crédit	(908)	(84)	(824)	(943)	(195)	(748)	(3,7%)	+10,1%
Sociétés mises en équivalence	113	(12)	125	189	-	189	(40,1%)	(33,8%)
Gains ou pertes sur autres actifs	33	28	5	20	-	20	+60,8%	(75,9%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4 979</b>	<b>227</b>	<b>4 752</b>	<b>3 567</b>	<b>(124)</b>	<b>3 691</b>	<b>+39,6%</b>	<b>+28,7%</b>
Impôt	(1 199)	(60)	(1 138)	(950)	(17)	(934)	+26,2%	+21,9%
Rés. net des activ. arr.ou en cours de cession	6	-	6	24	(7)	31	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>3 786</b>	<b>167</b>	<b>3 619</b>	<b>2 641</b>	<b>(147)</b>	<b>2 788</b>	<b>+43,4%</b>	<b>+29,8%</b>
Intérêts minoritaires	(520)	(0)	(519)	(434)	11	(445)	+19,8%	+16,8%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>3 266</b>	<b>167</b>	<b>3 100</b>	<b>2 207</b>	<b>(136)</b>	<b>2 344</b>	<b>+48,0%</b>	<b>+32,3%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>1,00</b>	<b>0,06</b>	<b>0,95</b>	<b>0,67</b>	<b>(0,05)</b>	<b>0,72</b>	<b>+48,6%</b>	<b>+31,5%</b>
<b>Coef d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>51,2%</b>		<b>52,3%</b>	<b>55,8%</b>		<b>55,9%</b>	<b>-4,7 pp</b>	<b>-3,6 pp</b>

Sur l'ensemble du premier semestre 2023, le résultat net part du Groupe publié est de 3 266 millions d'euros, contre 2 207 millions d'euros au premier semestre 2022, soit une hausse de +48,0%.

Les éléments spécifiques pour le premier semestre 2023 ont un effet positif de +167 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du deuxième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier trimestre 2023 qui avaient eu un impact négatif de -23 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -6 millions d'euros et les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -17 millions d'euros. Les éléments spécifiques pour le premier semestre 2022 avaient un effet négatif de -136 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié expliqué par un des éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -6 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +53 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour +63 millions d'euros. A cela s'ajoutaient, les coûts d'intégration de Creval pour -16 millions d'euros et ceux de Lyxor pour -26 millions d'euros en résultat net part du Groupe, ainsi que la provision pour risques de fonds propres Ukraine pour -195 millions d'euros et le déclassement du Crédit du Maroc en actifs en cours de cession pour -10 millions d'euros. Hors éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 3 100 millions d'euros, en hausse de +32,3% par rapport au premier semestre 2022.

Le bénéfice par action sous-jacent atteint 0,95 euro par action au premier semestre 2023, en hausse de +31,5% par rapport au premier semestre 2022.

Le RoTE<sup>26</sup> sous-jacent, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé<sup>27</sup> et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'Additional Tier 1 (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et retraité de certains éléments volatiles comptabilisé en capitaux propres (dont réserves latentes) atteint 14,7% sur le premier semestre 2023, en hausse par rapport à au premier semestre 2022 (13,9%).

Le produit net bancaire sous-jacent augmente de +12,9% par rapport au premier semestre 2022. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en croissance de 5,7% par rapport au premier semestre 2022. Le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit ainsi à 52,3% sur le semestre, en amélioration de 3,6 points de pourcentage par rapport à celui du premier semestre 2022. Le FRU sur le semestre s'élève à -509 millions d'euros, en baisse de 21,3% par rapport au premier semestre 2022. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint ainsi 5 445 millions d'euros, +28,8% par rapport au premier semestre 2022. Enfin, le coût du risque affiche une hausse sur la période (+10,1%/-76 millions d'euros, à -824 millions d'euros contre -748 millions d'euros au premier semestre 2022).

<sup>26</sup> Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers

<sup>27</sup> Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année

# Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

## Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au deuxième trimestre 2023, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 2 482 milliards d'euros, en hausse de +1,2% par rapport à fin mars 2023 grâce essentiellement à un effet marché favorable. La collecte nette est positive ce trimestre de +1,1 milliard d'euros sur le pôle, portée par une collecte de +3,7 milliards d'euros sur Amundi. Sur un an, les encours gérés sont également en hausse de +2,0%, en raison d'un effet marché favorable. La collecte nette sur un an est négative à 4,7 milliards, essentiellement en raison de décollecte importante au premier trimestre 2023 pour Amundi sur des encours institutionnels faiblement margés. Les encours hors double compte s'élèvent à 2 205 milliards d'euros au 30 juin 2023, en hausse de +2,9% par rapport au 30 juin 2022.

**L'activité en assurances (Crédit Agricole Assurances)** réalise au deuxième trimestre un haut niveau d'activité, avec un chiffre d'affaires global de 9,1 milliards d'euros, en hausse de +2,7% par rapport au deuxième trimestre 2022 (+3,8% à périmètre constant, hors La Médicale). Le chiffre d'affaires du premier semestre atteint un niveau record, à 20,8 milliards d'euros, en hausse de +3,6% par rapport au premier semestre 2022 (+5,6%, à périmètre constant, hors La Médicale).

**En Epargne/Retraite**, l'activité bénéficie d'une bonne dynamique commerciale, avec un chiffre d'affaires de 14,8 milliards d'euros à fin juin 2023, en progression de +4,7% par rapport au premier semestre 2022. La collecte brute globale est de 6,6 milliards d'euros ce trimestre, avec un taux d'unités de compte qui reste très élevé à 45,3% (+4,4 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022 et -0,4 point par rapport au premier trimestre 2023). La collecte nette est de -0,2 milliard d'euros ce trimestre : la collecte nette en France (+1,1 milliard d'euros) compense la décollecte sur l'International, en particulier en Italie et au Luxembourg ; de même, la collecte nette positive des contrats en unités de compte (+1,5 milliard d'euros) compense la décollecte sur les fonds euros (-1,8 milliard d'euros).

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance) atteignent 326,3 milliards d'euros, en augmentation sur un an de +6,9 milliards d'euros, soit +2,2%. La part des unités de compte dans les encours s'établit à 27,9%, en hausse de +0,8 point de pourcentage par rapport à mars 2023 et de +2,7 points de pourcentage sur un an, portée par le succès de la commercialisation des unités de compte obligataires et des marchés financiers favorables.

La provision pour participation aux excédents (PPE<sup>28</sup>) s'élève à 11,9 milliards d'euros au 30 juin 2023 et représente 5,6% des encours euros.

**En Assurance dommages**, l'activité reste dynamique, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 1,2 milliard d'euros sur le deuxième trimestre 2023, en hausse de +3,8% par rapport au deuxième trimestre 2022 (+10,4% à périmètre constant, hors La Médicale). A fin juin 2023, le portefeuille de contrats dommages s'élève à près de 15,6 millions<sup>29</sup>, en progression de +1,1% sur le trimestre, et de +3,5% sur un an (à périmètre constant hors La Médicale). L'équipement des particuliers dans les réseaux bancaires du Groupe Crédit Agricole est en progression par rapport à fin juin 2022 sur l'ensemble des réseaux : à 42,8%, +0,5 point de pourcentage pour les Caisses régionales, à 27,4%, soit +0,5 point de pourcentage pour LCL, et à 17,9% pour CA Italia en intégrant la base de clientèle de Creval, soit +2,3 points de pourcentage. Le ratio combiné s'établit à 97,8%, en amélioration de +3,9 points de pourcentage sur un an, le deuxième trimestre 2022 ayant été fortement impacté par la sinistralité climatique.

**En prévoyance/emprunteur/collectives**, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2023 s'établit à 1,3 milliard d'euros en progression de +5,2% par rapport au deuxième trimestre 2022, à périmètre constant hors La Médicale, grâce à la forte croissance du chiffre d'affaires en prévoyance (+15% à périmètre constant, hors la Médicale) et en assurance collective (+19%). Le chiffre d'affaires sur l'assurance emprunteurs est stable entre le deuxième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2023.

<sup>28</sup> Périmètre Vie France

<sup>29</sup> Périmètre : dommages France et international

Au deuxième trimestre, le marché européen de la gestion d'actifs a été marqué par un contexte persistant d'aversion au risque, avec une collecte totale très modeste, et même une décollecte en gestion active. Dans ce contexte, la **Gestion d'actifs (Amundi)** a dégagé une collecte nette positive, aussi bien en actifs moyen long terme qu'en produits de trésorerie, sur les segments Retail comme Institutionnels.

Les **encours gérés** atteignent 1 961 milliards d'euros à fin juin 2023, en hausse de +1,4% par rapport au 31 mars 2023. Sur un an, les encours progressent de +1,9% par rapport au 30 juin 2022.

Le segment **Retail** enregistre une collecte nette positive de +2,1 milliards d'euros sur le deuxième trimestre, dont la composition reflète le niveau d'aversion au risque particulièrement marquée pour cette clientèle, se traduisant notamment par un haut niveau de collecte en produits de trésorerie (+1,9 milliard d'euros) et la poursuite du bon niveau d'activité des produits structurés (+2,2 milliards d'euros), offrant protection du capital et rendement, et des fonds obligataires *Buy & Watch*.

Le segment des **Institutionnels** enregistre une collecte nette positive, à +2,4 milliards d'euros au deuxième trimestre 2023, tirée par un trimestre record en Epargne Salariale (+3,4 milliards d'euros en Actifs MLT). Cette très bonne performance dans ce métier s'explique par la croissance des profits des entreprises et la volonté de celles-ci de développer les mécanismes de partage de la valeur avec leur personnel comme l'épargne salariale.

Enfin, les **JV asiatiques**<sup>30</sup> affichent une décollecte de -0,9 milliard d'euros au deuxième trimestre, entièrement due, comme au premier trimestre, à des sorties de grandes institutions chez ABC-CA (Chine, en décollecte de -5,5 milliards d'euros), alors que la JV indienne enregistre un très haut niveau d'activité (+3,6 milliards d'euros) et que les autres JV sont également en collecte nette positive.

**Amundi Technology** a vu ses revenus progresser de plus de +30% au trimestre et au semestre par rapport aux mêmes périodes l'an dernier, et a gagné 3 nouveaux clients sur le deuxième trimestre et 7 sur le premier semestre 2023.

**En Gestion de fortune**<sup>31</sup>, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 194,6 milliards d'euros à fin juin 2023 (dont 132,7 milliards d'euros pour Indosuez Wealth Management), et sont stables par rapport à fin mars 2023, en raison d'un effet marché favorable. La collecte est négative en gestion de fortune à -2,3 milliards d'euros, impactée par la modification du comportement des clients dans un contexte de hausse des taux.

## Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Les données 2023 du métier Assurances, et donc les données du Métier Gestion d'actifs et de l'Epargne, sont comparées à des données 2022 pro-forma IFRS17.

Au deuxième trimestre 2023, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 1 732 millions d'euros, en hausse de +47,5% par rapport au deuxième trimestre 2022, avec un très haut niveau de revenus sur l'ensemble des métiers du pôle, en Assurances, Gestion d'actifs et Gestion de fortune. Les charges hors FRU baissent de -1,7%. Ainsi le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 41,3 %, en baisse de -20,7 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 1 017 millions d'euros, 2,3 fois supérieur à celui du deuxième trimestre 2022. L'impôt s'établit à 246 millions d'euros, et est en hausse de +72,6%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 676 millions d'euros, 2,8 fois supérieur à celui du deuxième trimestre 2022. Le résultat net part du Groupe est augmentation entre le deuxième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2023, sur l'ensemble des métiers du pôle : la gestion d'actifs (+38,4%), les métiers d'assurances (x6,3) et la gestion de fortune (+56,3%).

Au premier semestre 2023, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 3 478 millions d'euros, en hausse de +26,8% par rapport au premier semestre 2022. La hausse est expliquée par un très haut niveau de revenus, en particulier en Assurances et en Gestion de fortune. Les charges hors FRU sont stables (+0,3%). Ainsi le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 41,1 %, en baisse de -10,8 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2022. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 2 042 millions d'euros, en hausse de +55,8% par rapport au premier

<sup>30</sup> Collecte nette incluant les actifs conseillés et commercialisés, comprenant 100 % de la collecte nette des JV asiatiques ; pour Wafa Gestion au Maroc, la collecte nette est reprise pour la part d'Amundi dans le capital de la JV

<sup>31</sup> LCL Banque Privée et Indosuez Wealth Management

semestre 2022. L'impôt s'établit à 478 millions d'euros, et est en hausse de +46,6%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 1 374 millions d'euros, en hausse de +67,6% par rapport au premier semestre 2022. Le résultat net part du Groupe est augmentation entre le premier semestre 2022 et le premier semestre 2023, sur l'ensemble des métiers du pôle : la gestion d'actifs (+12,8%), les métiers d'assurances (x2,1) et la gestion de fortune (+62,3%).

Sur le premier semestre 2023, le pôle GEA contribue à hauteur de 47% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et à hauteur de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 juin 2023, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12,4 milliards d'euros dont 10,5 milliards d'euros sur les Assurances, 1,3 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 46,9 milliards d'euros dont 27,6 milliards d'euros sur les Assurances, 13,6 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 5,7 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** du pôle s'établit quant à lui à 25,6% au 30 juin 2023.

### Résultats Assurances

Au deuxième trimestre 2023, le **produit net bancaire** des assurances atteint 668 millions d'euros, 3,1 fois supérieur à celui du deuxième trimestre 2022 proforma IFRS17, et de +42% en rythme de croisière IFRS17, c'est-à-dire, après retraitement de l'effet de base de 2022 qui ne tenait pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022 (cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille). Cette progression de +42% est liée à la baisse des marchés et à une forte sinistralité au deuxième trimestre 2022.

Le produit net bancaire est constitué ce trimestre à hauteur de 539 millions d'euros de revenus sur l'Épargne retraite<sup>32</sup>, 123 millions d'euros sur la protection des personnes<sup>33</sup> et 59 millions d'euros de résultats assurances-dommages<sup>34</sup>.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 593 millions d'euros et le niveau d'impôts est de -142 millions d'euros. Ainsi, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 433 millions d'euros, 6,3 fois supérieur à celui du deuxième trimestre 2022, et 1,7 fois supérieur en rythme de croisière IFRS17<sup>35</sup>.

La « *Contractual service margin* », ou CSM s'élève à 23,6 milliards d'euros au 30 juin 2023, en augmentation de +8,2% par rapport au 31 décembre 2022 ; la CSM est de nouveau en augmentation au deuxième trimestre grâce à un impact des affaires nouvelles supérieur à l'allocation de CSM du trimestre, à l'effet positif du contexte de marché sur la valorisation du stock, et à une bonne tenue de l'activité épargne en France.

Le produit net bancaire de l'assurance au **premier semestre 2023** atteint 1 379 millions d'euros, en hausse de +83,9% par rapport au premier semestre 2022, et de +13,6% en rythme de croisière IFRS17<sup>35</sup>, en raison essentiellement d'un effet de base 2022 (non prise en compte dans le pro-forma IFRS17 des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022 i.e. cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille) ; de la baisse des marchés sur le premier semestre 2022 ; enfin de la forte sinistralité climatique au deuxième trimestre 2022. Le résultat brut d'exploitation est 2 fois supérieur à celui du premier semestre 2022, en augmentation de 13,7% en rythme de croisière IFRS17<sup>35</sup>. Enfin, la charge d'impôt sur le premier semestre 2023 augmente de 81,4%. Au final, le résultat net part du groupe atteint 907 millions d'euros, 2,1 fois supérieur à celui du premier semestre 2022, et en augmentation de +16% en rythme de croisière IFRS17<sup>35</sup>.

Au 30 juin 2023, la solvabilité de Crédit Agricole Assurances est à un niveau élevé à 222%, en augmentation de 18 points de pourcentage par rapport au 31 décembre 2022.

Les Assurances contribuent à hauteur de 26% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin mars 2023 et de 11 % à leurs revenus sous-jacents.

<sup>32</sup> Montant d'amortissement de CSM et de RA

<sup>33</sup> Montant d'amortissement de CSM et de RA et hors Assurances obsèques

<sup>34</sup> Net du coût de la réassurance, hors résultat financier

<sup>35</sup> Rythme de croisière IFRS17 : c'est-à-dire, après retraitement de l'effet de base de 2022 qui ne tenait pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022 (cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille)



## Résultats Gestion d'actifs

Au deuxième trimestre 2023, le **produit net bancaire** atteint 803 millions d'euros, en progression de +9,5% par rapport au deuxième trimestre 2022, grâce à la progression des marges sur les commissions de gestion, aux revenus financiers devenus positifs et à un niveau élevé de commissions de surperformance. Les **charges** d'exploitation hors FRU s'élèvent à 439 millions d'euros et sont en légère hausse de +1,9% par rapport au deuxième trimestre 2022 (hors coûts d'intégration Lyxor constatés l'an dernier), bénéficiant notamment des synergies liées à l'acquisition de Lyxor, réalisées à 80% de l'objectif, en avance par rapport au calendrier initial. Ainsi, le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'établit à 54,7%. Le résultat brut d'exploitation augmente de +38,8% par rapport au deuxième trimestre 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant la contribution des joint-ventures d'Amundi, s'établit à 27 millions d'euros, en hausse de +29,6% par rapport au deuxième trimestre 2022, et la charge d'impôt s'élève à -91 millions d'euros, en hausse de +37,0%. Au final, le résultat net part du Groupe augmente de +38,4%, à 201 millions d'euros.

Sur le **premier semestre 2023**, le produit net bancaire augmente de +1,9% en gestion d'actifs, tiré comme au trimestre par les revenus financiers (29 millions d'euros vs. -27 millions d'euros au premier semestre 2022) et les revenus d'Amundi Technology (+33,0% à 29 millions d'euros), alors que les commissions nettes de gestion et les commissions de surperformance sont en baisse ; la baisse des commissions de gestion est cependant moins forte que celle des encours moyens hors JV, traduisant l'amélioration des marges déjà commentée au trimestre. Les charges d'exploitation hors FRU augmentent de +1,4% hors impact des coûts d'intégration Lyxor enregistrés au premier semestre 2022 (51 millions d'euros avant impôts). Le coefficient d'exploitation hors FRU est de 55,2%, en baisse de -3,5 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2022. Ainsi, le résultat brut d'exploitation augmente de +10,8% par rapport au premier semestre 2022. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +20,7%. Au final, le résultat net part du Groupe du semestre s'établit à 387 millions d'euros en hausse de +12,8%.

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 11 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2023 et 12 % de leurs revenus sous-jacents.

## Résultats Gestion de fortune<sup>36</sup>

Le **produit net bancaire** de la gestion de fortune s'établit à 262 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, en hausse de +14,9% par rapport au deuxième trimestre 2022, soutenu par la hausse des taux qui impacte positivement la marge d'intérêt, qui augmente de +75% entre le deuxième trimestre 2022 et le deuxième trimestre 2023. Les **charges hors FRU** atteignent 201 millions d'euros, en hausse maîtrisée de +5,0%. Ainsi, le **coefficient d'exploitation** diminue de -7,2 points de pourcentage sur une année pour s'établir à 76,9% au deuxième trimestre 2023. Le résultat brut d'exploitation progresse de +66,4% à 60 millions d'euros. Le **résultat net part du Groupe** atteint 43 millions d'euros, en hausse de +56,3% par rapport au deuxième trimestre 2022.

Sur le premier semestre 2023, le produit net bancaire du métier gestion de fortune est en forte augmentation de +17,3% par rapport au premier semestre 2022, pour atteindre 522 millions d'euros. Les charges hors FRU sont en augmentation de +7,1%. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +76,3% pour s'établir à 115 millions d'euros. Ainsi, le résultat net part du Groupe augmente de +62,1% pour atteindre 80 millions d'euros sur le semestre.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2 % au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2023 et 4 % de leurs revenus sous-jacents.

Le 4 août 2023, annonce de la signature d'un accord en vue d'une prise de participation majoritaire au capital de la Banque Degroof Petercam<sup>37</sup>.

<sup>36</sup> Périmètre Indosuez Wealth Management

<sup>37</sup> Cf. communiqué de presse dédié disponible sur notre site internet

## Activité du pôle Grandes clientèles

La **Banque de financement et d'investissement (BFI)** affiche une performance commerciale excellente sur le deuxième trimestre 2023, proche du niveau record du deuxième trimestre 2022. Les **services financiers aux institutionnels** ont connu un très bon niveau d'activité sur la période, bénéficiant du niveau des taux.

Au deuxième trimestre, **les revenus sous-jacents** de la **Banque de financement et d'investissement (BFI)** sont proches du niveau du meilleur deuxième trimestre historique<sup>38</sup> à 1 550 millions d'euros, à -1,8% par rapport au deuxième trimestre 2022. **La banque de marché et d'investissement** maintient un haut niveau de revenus sous-jacents à 774 millions d'euros, soit -4,9% par rapport au deuxième trimestre 2022, notamment sur FICC (-1,1% sur la période) grâce à une excellente activité des solutions de financement (repo, crédit primaire et titrisation). Dans un marché M&A moins actif, l'activité en banque d'investissement est en retrait et les revenus sous-jacents sont en baisse de -23.2% sur la période. Les revenus sous-jacents de **la banque de financement** sont en hausse de +1,4% par rapport au deuxième trimestre 2022 à 776 millions d'euros. Ceci s'explique notamment par l'excellente performance des financements structurés dans tous les secteurs (+20,4% par rapport au deuxième trimestre 2022). La banque commerciale est en retrait (-7,8% par rapport au deuxième trimestre 2022), sur l'activité *Corporate & Leverage Finance* en lien notamment avec une sélectivité renforcée sur le *leverage finance*, et malgré l'activité dynamique d'*International Trade & Transaction Banking* portée par le *cash management*.

La banque de financement confirme ainsi son **positionnement de leader** sur les crédits syndiqués (#1 en France<sup>39</sup> et #2 en EMEA<sup>39</sup>) et se positionne #3 sur les crédits financement projets monde<sup>39</sup> CACIB réaffirme sa position de leader sur les émissions obligataires avec ses positions de #2 *All bonds in EUR Worldwide*<sup>39</sup> et #2 *Green, Social & Sustainable bonds en EUR*<sup>40</sup>. La **VaR** réglementaire moyenne s'établit à 17,9 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2023 en hausse non significative par rapport au premier trimestre 2023 à 15,9 millions d'euros, en lien avec l'évolution des positions et celle des marchés financiers. Elle demeure néanmoins à un niveau reflétant la **gestion prudente des risques**.

Dans les **services financiers aux institutionnels (CACEIS)**, la finalisation de l'acquisition des activités de RBC Investor Services en Europe a été réalisée le 03 juillet ; les opérations acquises seront consolidées au troisième trimestre 2023. Pour mémoire, Uptevia, joint-venture à 50/50 regroupant les métiers de services aux émetteurs<sup>41</sup> de CACEIS et BNP Paribas, est consolidée en mise en équivalence depuis le premier trimestre 2023.

Au deuxième trimestre 2023 les **encours** sont en hausse de +2.1% par rapport au premier trimestre 2023 grâce au dynamisme commercial et à la reprise confirmée des marchés. Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +1,7% à fin juin 2023 par rapport à fin mars 2023 (hausse de +4,8% par rapport à fin juin 2022) pour atteindre 4 273 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont quant à eux en hausse de +2,8% sur le trimestre (+5,4% sur un an), atteignant 2 278 milliards d'euros à fin juin 2023. Par ailleurs les **volumes de règlement-livraison** progressent de +29% au deuxième trimestre 2023 par rapport au deuxième trimestre 2022.

## Résultats pôle Grandes clientèles

**Au deuxième trimestre 2023**, le **produit net bancaire** publié du pôle Grandes clientèles atteint 1 906 millions d'euros, en baisse modérée de -3,3% par rapport au deuxième trimestre 2022, grâce une excellente performance, aussi bien des métiers de la banque de financement et d'investissement que des services financiers aux institutionnels, et reste ainsi proche du niveau très élevé du deuxième trimestre 2022. Les éléments spécifiques du trimestre du pôle ont un impact de -16 millions d'euros dans la banque de financement et se composent du DVA (la partie *spread* émetteur de la FVA, et le *secured lending*) pour -15 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour -1 million d'euros. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont en hausse par rapport au deuxième trimestre 2022 (+8,2%), notamment sur les frais de personnel et les investissements IT accompagnant le développement. Ainsi le

<sup>38</sup> Le deuxième trimestre 2022 est le meilleur deuxième trimestre historique pour les revenus sous-jacents de la BFI à 1 579 millions d'euros

<sup>39</sup> Refinitiv

<sup>40</sup> Bloomberg

<sup>41</sup> Prestation opérationnelle de tenue des registres, d'organisation d'Assemblées générales et autres services aux émetteurs en France

**résultat brut d'exploitation** du pôle est en baisse par rapport au deuxième trimestre 2022 à 869 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation nette globale du **coût du risque** de -32 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, à comparer à une reprise de +76 millions d'euros au deuxième trimestre 2022, et incluant +14 millions d'euros de reprise de provisions liées à la guerre en Ukraine. Le résultat avant impôts publié s'élève à 844 millions d'euros, en baisse de -22.5% sur la période. La charge d'impôt s'élève à -174 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe** publié atteint 622 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, à comparer avec un résultat publié de 843 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Le RNPG sous-jacent s'élève à 633 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, contre 785 millions d'euros au deuxième trimestre 2022.

**Au premier semestre 2023**, le **produit net bancaire** publié du pôle Grandes Clientèles s'établit au plus haut niveau historique à 3 957 millions d'euros, soit +7,1% d'euros par rapport au premier semestre 2022. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +12,0% par rapport au premier semestre 2022 à 2 159 millions d'euros, essentiellement liés aux frais de personnel et aux investissements IT. Les **charges FRU** sont en nette baisse de -29,4% par rapport au premier semestre 2022. Ainsi le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2023 s'élève à 1 486 millions d'euros, en hausse de +12,2% par rapport du premier semestre 2022. Le **coût du risque** termine le premier semestre 2023 en dotation nette de -68 millions d'euros par rapport à une dotation de -202 millions d'euros au premier semestre 2022 qui intégrait l'impact de la guerre Ukraine /Russie et ses conséquences en termes de provisionnement sur encours sains au premier trimestre 2022. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** publié s'établit à 998 millions d'euros, en forte hausse de +24,9% par rapport au premier semestre 2022. Le RNPG sous-jacent s'élève à 1 033 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 753 millions d'euros au premier semestre 2022.

Le pôle contribue à hauteur de 30% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin juin 2023 et de 31% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2023, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,8 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 135,1 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 17,2% à fin juin 2023.

## Résultats Banque de financement et d'investissement

Au **deuxième trimestre 2023**, le **produit net bancaire publié** de la Banque de financement et d'investissement affiche un haut niveau de performance à 1 535 millions d'euros en baisse de -7,4% par rapport au deuxième trimestre 2022, qui était le meilleur deuxième trimestre historique, grâce à une excellente performance dans tous ses métiers. Les éléments spécifiques du trimestre ont un impact de -16 millions d'euros et se composent du DVA (la partie spread émetteur de la FVA, et le *secured lending*) pour -15 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour -1 million d'euros. Les **charges d'exploitation hors FRU** enregistrent une hausse de +9,4% pour s'établir à -807 millions d'euros, principalement sur les frais de personnel (croissance des ETP en 2022 et ajustement des rémunérations variables) et l'IT pour accompagner le développement des métiers. Le **résultat brut d'exploitation est en baisse de -20,9% par rapport au deuxième trimestre 2022** et s'établit ainsi à 727 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation hors FRU atteint 52,6%, en variation défavorable de +8,1 points de pourcentage sur la période, toutefois il s'établit à un niveau bas et inférieur à la cible du Plan à Moyen Terme 2025 (<55%). Le **coût du risque** enregistre une dotation nette modérée de -30 millions d'euros, à comparer avec une reprise importante de +75 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. Enfin, le **résultat avant impôt** du deuxième trimestre 2023 s'élève à 697 millions d'euros, à comparer à 994 millions d'euros au deuxième trimestre 2022. La charge d'impôt atteint -136 millions d'euros. Au final, le **résultat net part du Groupe** publié s'établit à 547 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2023. Le RNPG sous-jacent s'élève à 558 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, contre 733 millions d'euros au deuxième trimestre 2022.

**Au premier semestre 2023**, le **produit net bancaire publié** progresse de +5,1% par rapport au premier semestre 2022 pour s'établir à 3 226 millions d'euros, soit le plus haut niveau historique semestriel. Les éléments spécifiques du semestre ont un impact de -47 millions d'euros et se composent du DVA (la partie spread émetteur de la FVA, et le *secured lending*) pour -23 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour -25 millions d'euros. Les **charges hors FRU** augmentent de +14,2%, principalement sur les frais de

personnel, du fait de la croissance des ETP en 2022 et de la poursuite de l'ajustement des rémunérations variables à l'activité, ainsi que de l'IT pour accompagner le développement des métiers. **La contribution au FRU** enregistre une baisse significative sur le semestre de -29,5% et s'élève à -271 millions d'euros au premier semestre 2023. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** à 1 264 millions d'euros est en nette hausse (+5,0% par rapport au premier semestre 2022). **Le coût du risque** enregistre une dotation de -65 millions d'euros sur le premier semestre 2023, contre -204 millions au premier semestre 2022 qui enregistrait le provisionnement prudent des expositions russes (provision de -346 millions d'euros sur encours sains sur la Russie au premier trimestre 2022). La charge d'impôt s'élève à -298 millions d'euros, en hausse de +19,7% en lien avec la croissance de l'activité. Au final, **le résultat net part du Groupe** publié s'établit au plus haut niveau historique à 879 millions d'euros sur le premier semestre 2023, progressant de +19,9% sur la période. Le RNPG sous-jacent s'élève à 914 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 687 millions d'euros au premier semestre 2022.

**Les emplois pondérés à fin juin 2023** sont en croissance modérée de +2,4 milliards d'euros par rapport à fin mars 2023 à 126,0 milliards d'euros. Cette variation s'explique principalement par la hausse des RWA de marché (évolution de la VaR, de la SVaR et du RCTB<sup>42</sup>), alors que les effets modèles et l'impact change sont favorables.

## Résultats Services financiers aux institutionnels

**Au deuxième trimestre 2023, le produit net bancaire publié** des services financiers aux institutionnels enregistre une nette hausse de +18,4% par rapport au deuxième trimestre 2022 (+21,6% en retraitant Uptevia<sup>43</sup> qui contribuait pour 8,1 millions d'euros au deuxième trimestre 2022) et s'établit à 371 millions d'euros. Cette progression est tirée par la marge nette d'intérêt, qui double sur la période, en lien avec une activité de trésorerie qui bénéficie du niveau des taux. Les **charges d'exploitation** hors FRU sont en hausse de +4,2% à -231 millions d'euros (+7,3% en retraitant Uptevia<sup>43</sup> qui contribuait pour -6,4 millions d'euros au deuxième trimestre 2022). Elles reflètent l'impact de l'inflation sur la masse salariale et intègrent -6,3 millions de coûts d'intégration au titre de l'acquisition des activités de RBC Investor Services en Europe qui sera consolidé à compter du troisième trimestre 2023. Le **résultat brut d'exploitation** affiche ainsi une forte progression et s'établit à 142 millions d'euros (+55,1%) au deuxième trimestre 2023. Le Coefficient d'exploitation hors FRU ressort ainsi à 62,2%, et à 60,5% hors frais d'intégration de RBC, soit une amélioration de 10,2 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022. Le trimestre enregistre également 7 millions d'euros en résultat sur les sociétés mises en équivalence. Ce dernier résulte d'une bonne performance des entités latino-américaines et intègre à présent la contribution d'Uptevia<sup>43</sup>. Le **résultat net** atteint ainsi 109 millions d'euros, en augmentation de +39,8% par rapport au deuxième trimestre 2022. Après partage avec les minoritaires pour 34 millions d'euros, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'élève à 75 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, soit +42,0% par rapport au deuxième trimestre 2022.

**Le produit net bancaire publié du premier semestre 2023** est en hausse de +16,9% par rapport au premier semestre 2022, porté la bonne dynamique commerciale et la marge d'intérêt qui double sur la période. Les charges **hors FRU** sont en hausse de +4,8% et intègrent -9,5 millions d'euros de frais d'intégration au titre de l'acquisition des activités de RBC Investor Services en Europe, tandis que les **charges FRU** enregistrent une forte baisse de 28,3%. Le **résultat brut d'exploitation** est en très forte hausse de +83,4% par rapport au premier semestre 2022. Le **résultat net** est ainsi en hausse de +78,3%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** au premier semestre 2023 s'établit à 119 millions d'euros, en progression de +80,6% par rapport au 30 juin 2022.

<sup>42</sup> RCTB : Risque de Crédit du Trading Book

<sup>43</sup> Depuis le 01/01/23, création d'une JV 50/50 entre CACEIS et BNP Paribas regroupant les métiers de services aux émetteurs ; Uptevia est mise en équivalence depuis le T1-23

## Activité Services financiers spécialisés

**Au deuxième trimestre 2023**, la **production commerciale** de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) reste élevée à 13,6 milliards d'euros, soit +9% par rapport au deuxième trimestre 2022, portée par une activité très dynamique dans le canal Automobiles<sup>44</sup> (+30%). Fin juin 2023, les encours totaux de CACF s'établissent à 107 milliards d'euros soit +10,8 % par rapport à fin juin 2022. Les encours des entités automobiles représentent 40,4 milliards d'euros, dont 24,7 milliards au titre de Crédit Agricole Auto Bank sur ce trimestre, suite à la réorganisation des activités « Mobilité » de CACF et à la mise en place de l'accord avec Stellantis depuis début avril. Leasys, joint-venture à 50/50 avec Stellantis, contribue aux encours pour 5,9 milliards d'euros à 100%.

La **production commerciale en leasing** de Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F) connaît une bonne dynamique sur le deuxième trimestre 2023, en hausse de +4,9% par rapport au deuxième trimestre 2022. Les encours de leasing progressent et atteignent 18,3 milliards d'euros à fin juin 2023 (dont 14,7 milliards d'euros en France et 3,6 milliards d'euros à l'international) soit +9,5% comparé à fin juin 2022. A l'inverse, la **production commerciale en affacturage** de Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F) diminue sur le deuxième trimestre 2023 de -23,6% en raison d'un effet base, le deuxième trimestre 2022 ayant enregistré le démarrage d'un deal d'envergure. Le chiffre d'affaires factoré du trimestre est en hausse à 30,4 milliards d'euros, en augmentation de +3,4%, avec notamment une bonne progression en France. Enfin, la quotité financée progresse également sur le premier trimestre à 70,9% (+8,2 points par rapport au deuxième trimestre 2022).

L'activité du pôle a été marquée par la mise en place de l'accord entre CACF et Stellantis qui est effectif depuis ce trimestre et se matérialise par la finalisation de la création de la joint-venture Leasys détenue à 50/50 avec Stellantis et la reprise à 100% de CA Auto Bank (anciennement FCA Bank) et Drivalia (location automobile, autopartage). S'ajoute à cela, l'acquisition par CACF des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays européens représentant une flotte totale de plus de 100 000 véhicules (dont 30 000 véhicules repris par Leasys et 70 000 par CA Auto Bank) et un total d'encours d'environ 1,7 milliard d'euros.

## Résultat Services financiers spécialisés

Les résultats du pôle sont impactés par la mise en place de l'accord entre CACF et Stellantis qui est effectif depuis ce trimestre. Le **produit net bancaire** publié des services financiers spécialisés s'élève à 1 162 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, en hausse de +69,8% par rapport au deuxième trimestre 2022. Les éléments spécifiques du pôle concernent uniquement le crédit consommation et sont en lien avec la réorganisation des activités Mobilité de CACF, ils s'élèvent à 299 millions d'euros<sup>45</sup>. Hors ces éléments, le produit net bancaire sous-jacent s'établit à 863 millions d'euros, en hausse de +26,1% sur la période. L'intégration de CA Auto Bank à 100% contribue pour 176 millions d'euros au produit net bancaire ce trimestre. Les charges hors FRU publiées s'élèvent à -430 millions d'euros, en hausse de +19,5%. Les éléments spécifiques, en lien avec la réorganisation des activités Mobilité de CACF<sup>45</sup>, s'élèvent à -18 millions d'euros. Hors cet élément, les charges sous-jacentes s'établissent à -413 millions d'euros, en hausse de +14,3% sur la période. L'intégration de CA Auto Bank à 100% contribue pour -62 millions d'euros aux charges ce trimestre. En conséquence, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est en hausse de +39,3% à 454 millions d'euros et le **coefficient d'exploitation sous-jacent** hors FRU enregistre une amélioration importante à 47,6% (-4,9 points de pourcentage). Le **coût du risque** publié est en forte hausse, x2,7 par rapport au deuxième trimestre 2022 à 304 millions d'euros. Retraité de -85 millions d'euros d'éléments spécifiques lié à la réorganisation des activités Mobilité de CACF (*day-1 loss*)<sup>45</sup>, il s'affiche à 219 millions d'euros. La hausse du coût du risque sous-jacent s'élève alors à +95,6% (+107 millions d'euros sur la période). L'intégration de CA Auto Bank à 100% contribue pour -25 millions d'euros au coût du risque du trimestre. Le **résultat des sociétés mises en équivalence** publié affiche une baisse de -86% à 11 millions d'euros, et comprend la création de la JV Leasys à 50/50 à partir de ce trimestre (anciennement FCA Bank comptabilisée en JV 50/50). Retraité de -12 millions d'euros d'éléments

<sup>44</sup> CA Auto Bank, JV automobiles et activités auto des autres entités

<sup>45</sup> La réorganisation des activités Mobilité du Groupe CA Consumer Finance a impacté de façon exceptionnelle le deuxième trimestre 2023 sur l'ensemble des Soldes Intermédiaires de Gestion au titre des transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives)

spécifiques lié à la réorganisation des activités Mobilité de CACF<sup>46</sup>, le résultat des sociétés mises en équivalence s'affiche à 23 millions d'euros et la création de Leasys contribue pour 14 millions d'euros ce trimestre. Le **résultat net part du Groupe** publié atteint 304 millions d'euros, en hausse de +51,4%. Les éléments spécifiques ont un impact de 140 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit donc à 164 millions d'euros, en baisse de -18,2% par rapport au deuxième trimestre 2022.

Au **premier semestre 2023**, le produit net bancaire publié des **Services financiers spécialisés** augmente de +33,6%, porté une bonne performance de CAL&F (+7,4% comparé au premier semestre 2022) et des revenus en hausse pour CACF (+41,5% par rapport au premier semestre 2022) en lien avec l'intégration à 100% de CA Auto Bank depuis le deuxième trimestre 2023. Les **éléments spécifiques** du premier semestre 2023 sont concentrés sur le deuxième trimestre 2023 et sont donc identiques à ceux mentionnés plus haut et concernent exclusivement la réorganisation des activités Mobilité de CACF<sup>46</sup>. Les différentes lignes du compte de résultat du premier semestre 2023 sont impactées par la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank à partir du deuxième trimestre 2023. Le **produit net bancaire sous-jacent** du pôle s'élève à 1 535 millions d'euros, soit une hausse de +11,8% sur la période. Les **charges sous-jacentes hors FRU** augmentent de +7,7% comparé au premier semestre 2022. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU reste bas, à 50,9%, en amélioration de +2,0 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2022. La **contribution au FRU** s'élève à -29 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de -15,7% par rapport au premier semestre 2022. Le **coût du risque** sous-jacent est en hausse de +59,8% au premier semestre 2023 par rapport au premier semestre 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence est en baisse de -38 6% en sous-jacent sur la période. Le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit ainsi à 291 millions d'euros, en baisse de -20% par rapport au premier semestre 2022, en lien principalement avec la hausse du coût du risque.

Le pôle contribue à hauteur de 8% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2023 et de 12% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2023, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 6,6 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 69,9 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 9,5% au 30 juin 2023.

## Résultats Crédit à la consommation

Les résultats du deuxième trimestre 2023 sont impactés par la mise en place de l'accord entre CACF et Stellantis sur la réorganisation de l'activité Mobilité de CACF<sup>46</sup> qui est effective depuis ce trimestre. Les **éléments spécifiques** du trimestre sont identiques à ceux décrits précédemment au sein du pôle des services financiers spécialisés avec un impact de 140 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Le **produit net bancaire** publié s'élève à 981 millions d'euros. Retraité des éléments spécifiques, il atteint 682 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, en hausse de +29,5% par rapport au deuxième trimestre 2022 sous l'effet de la consolidation de CA Auto Bank<sup>47</sup>, d'une marge toujours pénalisée par le coût de refinancement (mais avec une poursuite de la hausse progressive des taux clients à la production avec +25 bps au deuxième trimestre 2023 par rapport au premier trimestre 2023). Les **charges** hors FRU publiées s'élèvent à 335 millions d'euros. Retraitées des éléments spécifiques, elles sont en hausse de +16,5% par rapport au deuxième trimestre 2022 à 316 millions d'euros, principalement sous l'effet de la consolidation de CA Auto Bank<sup>48</sup>. Par conséquent, le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 368 millions d'euros, en hausse de +43,8%, et le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 46,4%, en amélioration de 5,2 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022. Le **coût du risque** publié s'élève à -285 millions d'euros au deuxième trimestre 2023. Retraité des éléments spécifiques, il double sur la période pour atteindre -201 millions d'euros. La hausse s'explique

<sup>46</sup> La réorganisation des activités Mobilité du Groupe CA Consumer Finance a impacté de façon exceptionnelle le deuxième trimestre 2023 sur l'ensemble des Soldes Intermédiaires de Gestion au titre des transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives)

<sup>47</sup> Contribution de 176 millions d'euros sur le trimestre en PNB

<sup>48</sup> Contribution de -62 millions d'euros sur le trimestre en charges

notamment par les segments traditionnels, en lien avec le contexte inflationniste. A noter également l'intégration des activités Mobilité<sup>49</sup> ce trimestre, moins risquées par nature. Le coût du risque sur encours annualisé s'élève à 123 bps<sup>50</sup>, la première intégration de CA Auto Bank représentant un gain d'environ 50 bps. Les taux de créances douteuses et de couverture sont en baisse, respectivement à 3,8% (contre 4,9% à fin mars 2023) et 83,4% (contre 85% à fin mars) du fait principalement de l'intégration de CA Auto Bank. La contribution publiée des **sociétés mises en équivalence** atteint 14 millions d'euros (-82,2%). Retraité des éléments spécifiques, il s'élève à 26 millions d'euros, en baisse de -66,8% par rapport au deuxième trimestre 2022, sous l'effet de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (anciennement FCA Bank, comptabilisée en sociétés mises en équivalence à 50% jusque-là). La nouvelle entité, Leasys, joint-venture spécialisée dans le leasing opérationnel multimarques à 50/50 avec Stellantis, contribue à hauteur de 14 millions d'euros ce trimestre. La charge **d'impôts** publiée atteint -122 millions d'euros. Retraité des éléments spécifiques, elle s'élève à -49 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, en hausse de +9,3%. Enfin, le **résultat net part du Groupe publié** s'élève à 262 millions d'euros (+66,7%). Retraité des éléments spécifiques, il atteint 122 millions d'euros au deuxième trimestre 2023, en baisse de -22,2%.

**Au premier semestre 2023**, les éléments spécifiques qui affectent le crédit consommation se concentrent exclusivement sur le deuxième trimestre avec la réorganisation des activités Mobilité de CACF. Les impacts sont identiques à ceux déjà mentionnés *supra*. Le **produit net bancaire** publié s'élève à 1 492 millions d'euros (+41,5%). Retraité des éléments spécifiques, il est en hausse de +13,1% par rapport au premier semestre 2022 à 1 192 millions d'euros. Les **charges** publiées s'élèvent à 612 millions d'euros (+11,5%) hors FRU. Retraitées des éléments spécifiques, elles sont en hausse de +8,2% par rapport au premier semestre 2022, la contribution au FRU s'élève à -13 millions d'euros (-17,7% par rapport au premier semestre 2022), le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU est en baisse à 49,8% et reste à un niveau bas. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en hausse de +19,6% par rapport au premier semestre 2022. Le coût du risque publié s'élève à -432 millions d'euros (+99,1%). Retraité des éléments spécifiques, il augmente de 60,4%, pour atteindre -347 millions d'euros comparé au premier semestre 2022. La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** publiée s'élève à 88 millions d'euros (-44,4%). Retraité des éléments spécifiques, elle est en baisse de -36,8% à 100 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe publié du premier semestre 2023** s'élève à 358 millions d'euros (+23,8%). Retraité des éléments spécifiques, il atteint 219 millions d'euros, en baisse de -24,2%.

## Résultats Leasing & Affacturage

Le **produit net bancaire** atteint 180 millions d'euros, en hausse de +14,0% par rapport au deuxième trimestre 2022, tiré notamment par un effet volume sur l'affacturage. A noter une stabilisation des revenus du crédit-bail sur le trimestre. Les charges hors FRU sont en hausse de +7 millions d'euros (+6,8%), à la fois sur l'international avec une hausse des salaires en Pologne et la montée en puissance de l'activité de leasing en Allemagne, mais aussi sur la France avec le développement des projets informatiques. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'élève à 52,2%, en amélioration de -3,5 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022. En conséquence, le **résultat brut d'exploitation** atteint 70 millions d'euros, en forte hausse par rapport au deuxième trimestre 2022 (+22,7%). Le **coût du risque** progresse à 19 millions d'euros en lien avec quelques dossiers spécifiques sur le trimestre et le **résultat net part du Groupe** s'établit à 42 millions d'euros, en légère baisse de -2 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2022 (-4,2%).

**Au premier semestre 2023**, le **produit net bancaire** est en hausse de +7,4% par rapport au premier semestre 2022 à 342 millions d'euros. **Les charges hors FRU** sont en hausse de +5,8% à 187 millions d'euros. La contribution au FRU s'élève à -15 millions d'euros au premier semestre 2023 (-15,0% par rapport au premier semestre 2022). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** affiche une bonne progression à +12,7% par rapport au

<sup>49</sup> Contribution de -25 millions d'euros sur le trimestre en coût du risque

<sup>50</sup> Coût du risque sur encours (en pb) annualisé calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par 4, auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre après réintégration des encours de CA Auto Bank

premier semestre 2022 pour atteindre 139 millions d'euros. **Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'établit à 54,9%, en amélioration de 0,8 point de pourcentage par rapport au premier semestre 2022. Le **coût du risque** est en hausse par rapport au premier semestre 2022 (+56,2%). Enfin, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'élève à 72 millions d'euros, en baisse modérée de -3,3% par rapport au premier semestre 2022.

## Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banques de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre, la production de crédits ralentit notamment chez LCL, dans un contexte de hausse des taux, mais la conquête reste soutenue, et l'équipement des clients en assurances est dynamique.

### Activité Banque de proximité en France

Pour la **Banque de proximité en France**, la production de crédit chez **LCL** baisse au deuxième trimestre 2023 et s'élève à 7 milliards d'euros, soit -41,5% par rapport au deuxième trimestre 2022, en lien avec le ralentissement global du marché lié au contexte de hausse des taux du marché et avec un effet base lié au niveau de production élevé au deuxième trimestre 2022. Ainsi, la production du deuxième trimestre 2023 diminue de -20,2% par rapport à la moyenne de production de crédit du LCL sur la période 2018-2022. Sur le marché des Professionnels, la production est en baisse de -21,2% par rapport au deuxième trimestre 2022, -50,1% sur le marché Entreprises, -45,6% sur l'Habitat dans un contexte de ralentissement du marché français (-47% sur la production habitat selon la Banque de France mai 2023/mai 2022), tandis que les taux à la production des prêts habitat poursuivent leur hausse (+61 points de base du taux entre le premier trimestre 2023 et le deuxième trimestre 2023 chez LCL). Le taux à la signature s'établit à 3,99% (semaine du 17 au 21 juillet 2023). Les encours de crédit atteignent 167,3 milliards d'euros à fin juin 2023 en hausse de +6,7% par rapport à fin juin 2022, dont +7,2% sur les crédits habitats, +6,6% sur les crédits aux professionnels, +6,2% sur les crédits aux entreprises et +3,8% sur les crédits à la consommation. Les encours de collecte, qui s'établissent à 240,9 milliards d'euros à fin juin 2023, sont également en hausse, de +4,5% par rapport à fin juin 2022, portés par la collecte bilan (+5,9%) en lien avec la progression des comptes à terme (multiplié par 2,6 par rapport à fin juin 2022 mais en hausse modérée de +8,0% par rapport à fin mars 2023) et des livrets (+12,2% par rapport à fin juin 2022 mais quasi stable à -1,3% par rapport à fin mars 2023), l'épargne hors bilan étant en hausse également par rapport à fin juin 2022 (+2,2%).

Sur le **premier semestre 2023**, la conquête brute s'établit à 175 000 nouveaux clients et la conquête nette à 28 100 clients. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,5 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022 pour s'établir à 27,4% à fin juin 2023.

### Activité Banque de proximité en Italie

L'activité de **CA Italia**, la **Banque de proximité en Italie**, continue à progresser au deuxième trimestre 2023, dans un contexte du marché en baisse. La conquête brute sur le deuxième trimestre 2023 atteint 45 000 nouveaux clients, et le fonds de commerce augmente d'environ de 16 500 clients. Les encours de crédit de CA Italia à fin juin 2023 s'établissent à 59,7<sup>51</sup> milliards d'euros, en hausse de +1,5% par rapport à fin juin 2022, malgré le marché en baisse<sup>52</sup>. La production de crédits est en recul de -12% (hors Ecobonus et PGE)<sup>53</sup> par rapport au deuxième trimestre 2022, principalement liée à la baisse sur le crédit habitat (-23,5% par rapport au deuxième trimestre 2022) en ligne avec le marché<sup>54</sup>. Cependant, le taux à la production des crédits est en hausse de +22 points de base par rapport au premier trimestre 2023 et le taux sur le stock de crédit habitat et

<sup>51</sup> Net des encours POCI

<sup>52</sup> Source Abi Monthly Outlook juin 23: -1,9%

<sup>53</sup> Les « Ecobonus » correspondent à des refinancements de crédit d'impôt clientèle : déduction fiscale Italienne pour les travaux de rénovation, d'efficacité énergétique et de sécurisation des bâtiments lancée en 2021.

<sup>54</sup> Source CRIF : -22,4% de la production crédit habitat S1/S1 en Italie, mais hausse de demande pour le crédit d'habitat de +6,6 pp sur 1 an



en hausse de +43 points sur la même période. La production du crédit à la consommation<sup>55</sup> est en hausse de +3,8% par rapport au deuxième trimestre 2022. Les encours de collecte à fin juin 2023 s'élèvent à 113,2 milliards d'euros, en hausse de +2,8% par rapport à fin juin 2022. La collecte bilan s'améliore de +5,5% par rapport au deuxième trimestre 2022, tirée par les opérations à échéances des entreprises et la stabilité sur les dépôts particuliers malgré l'attractivité des titres d'Etat italiens. La collecte hors bilan reste stable par rapport au juin 2022, mais en légère hausse de +0,2% par rapport au premier trimestre 2023.

Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV est en hausse chez CA Italia à 17,9% (+0,5 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2022).

### Activité Groupe Crédit Agricole en Italie<sup>56</sup>

Le Groupe Crédit Agricole en Italie poursuit son développement conjoint de la banque de proximité et des métiers. Ainsi, sur le premier semestre 2023, le lancement de CA Auto Bank contribue à l'élargissement des services dédiés au financements automobiles et de mobilité, tant en partage de véhicule électrique qu'en location de véhicule courte et longue durée. Par ailleurs, l'évolution de la plateforme digitale vise à accélérer les synergies entre les entités. Enfin, le lancement des activités Private Equity avec les deux fonds dédiés, *APEI-Private Equity* et *Ambition Agri Agro Investissement* visent, respectivement, à promouvoir l'investissement dans les PME non cotées et dans les entreprises françaises et italiennes spécialisées dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentaire. Par ailleurs, le Groupe en Italie poursuit sa stratégie ESG, en enrichissant le dispositif existant avec les nouvelles offres qui visent à financer les véhicules green et proposant les conditions de financement bonifiées pour les projet et financements verts ainsi que pour les initiatives du *cross-selling* entre les entités.

Les **encours de crédit** et les **encours de collecte** s'établissent, respectivement, à 97 milliards d'euros et 329 milliard d'euros à fin juin 2023. Le nombre de clients atteint 5,9 millions à fin juin 2023, en hausse d'environ 760 000 clients par rapport à fin 2022, principalement lié à l'intégration des clients de CA Auto Bank au périmètre des entités présentes en Italie, ainsi qu'à la conquête dynamique chez CA Italia.

Les **revenus sous-jacents** des entités en Italie progressent de 20%<sup>57</sup> par rapport au premier semestre 2022, notamment chez CA Italia, grâce à la marge nette d'intérêt bénéficiant de la hausse des taux sur les prêts clientèles. Les **charges** restent maîtrisées, en hausse modérée de 5% par rapport au premier semestre 2022. Enfin, la contribution de l'Italie aux **résultats** de Crédit Agricole S.A sur le premier trimestre 2023 s'élève à 591 millions d'euros en vision sous-jacente<sup>57</sup>, soit une amélioration de +32% par rapport au premier semestre 2022.

### Activité Banque de proximité à l'international hors Italie

Pour la **Banque de proximité à l'international hors Italie**<sup>58</sup>, l'activité commerciale a été dynamique en Pologne et Egypte. En revanche, elle reste fortement pénalisée pour l'Ukraine dans un contexte de poursuite du conflit avec la Russie.

Les **encours de crédit** des **Banques de proximité à l'international hors Italie** s'établissent 6,9 millions d'euros à fin juin 2023 en baisse de -43,2% (-39% à change constant) par rapport à fin juin 2022<sup>59</sup> et les encours de collecte sont en baisse de -31,6% (-26,7% à change constant) sur la même période. A change constant, **en Pologne et en Egypte**, les encours de crédit sont en hausse de +6,8% et celle des encours de collecte de +14,4% sur la même période ; **en Pologne**, les encours de crédit augmentent de +6,1% par rapport au juin 2022 sur l'ensemble des segments. La collecte s'améliore sur la même période de +4,4% à change constant, tirée par les opérations sur les comptes à terme. La production de crédit reste également dynamique, +12% par rapport au deuxième trimestre 2022. Enfin la conquête brute en Pologne enregistre au deuxième trimestre 2023 +55 000 nouveaux clients (+16 000 en fonds de commerce). En **Egypte**, entre fin juin 2023 et fin juin 2022, les encours de crédit augmentent de +10,1% à change constant. Les encours de collecte sont en forte progression de +52,9%

<sup>55</sup> Agos

<sup>56</sup> Au 30 juin 2023, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CACF (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS

<sup>57</sup> Hors participation Banco BPM (comptabilisé en AHM) et en incluant l'apport des résultats de CAAB & Leasys à compter d'avril 2023

<sup>58</sup> Au 30 juin 2023 ce périmètre inclus les entités de CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

<sup>59</sup> Y compris les encours / collecte de Crédit du Maroc au deuxième trimestre 2022, l'entité classée en IFRS 5 depuis le premier trimestre 2022 et la cession du contrôle (63,7%) au quatrième trimestre 2022. Les 15% restants sont à céder sous 18 mois.

à change constant sur la même période. Enfin, depuis le début de l'année 2023, l'Egypte a augmenté de +3% sa base de clients actifs.

**L'excédent net de collecte** sur les crédits de la Pologne et de l'Egypte s'élève à 2,1 milliards d'euros au 30 juin 2023, et atteint 3,6 milliards d'euros en incluant le périmètre de l'Ukraine.

Au 30 juin 2023, le pôle **Banque de proximité** contribue à hauteur de 22% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A hors AHM et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 juin 2023, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,4 milliards d'euros dont 4,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,5 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 98,8 milliards d'euros dont 51,7 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 47,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

## Résultats Banque de proximité en France

**Au deuxième trimestre 2023**, le **produit net bancaire** de LCL est en baisse de -5,1% par rapport au deuxième trimestre 2022, et atteint 959 millions d'euros<sup>60</sup>. La baisse de la marge nette d'intérêt (-18,8%) est liée à l'augmentation du coût des ressources clients et du refinancement, malgré le repricing progressif des taux des crédits à l'actif. Les commissions progressent par ailleurs sensiblement (+11,8%) portée par la croissance des commissions de moyens de paiement et l'assurance vie et non-vie. Les **charges hors FRU** sont maîtrisées et s'établissent à -554 millions d'euros, en diminution par rapport au deuxième trimestre 2022 (-3,2%). Le coefficient d'exploitation hors FRU augmente légèrement de 1,1 point de pourcentage, à 57,7% et demeure à un niveau bas. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en baisse de -5,5%, à 411 millions d'euros. Le **coût du risque** poursuit sa normalisation, en hausse de +60% par rapport au deuxième trimestre 2022 à -69 millions d'euros (le deuxième trimestre 2022 intégrait une reprise pour litige divers). Le taux de couverture s'établit à 62,8% à fin juin, en baisse de -5 points de pourcentage ce trimestre par rapport à fin mars 2023. Le taux de créances douteuses atteint 1,9% à fin juin 2023, en légère hausse de 0,2 pp par rapport à fin mars 2023. Au final, le **résultat net part du Groupe** atteint 257 millions d'euros, en diminution de -11,6% par rapport au deuxième trimestre 2022.

**Sur le premier semestre 2023**, les revenus de LCL diminuent de -5,1% par rapport au premier semestre 2022 et atteignent 1 895 millions d'euros, sous l'effet de la contraction de la marge nette d'intérêt (-16,7%) dans un contexte de hausse du coût du refinancement et des ressources, mais avec une hausse des commissions (+8,9%), notamment celles sur l'assurance vie et non-vie et les moyens de paiement. Les charges hors FRU sont en diminution de -1,3% et le coefficient d'exploitation hors FRU reste maîtrisé (+2,3 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2022) à 60,8%. Le résultat brut d'exploitation diminue ainsi de -8,1% et le coût du risque augmente de +29,0%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe atteint 409 millions d'euros et diminue de -13,7%.

Au final, le métier contribue à hauteur de 11% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2023 et de 15% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 16,0% au 30 juin 2023.

## Résultats Banque de proximité à l'international<sup>61</sup>

**Au deuxième trimestre 2023**, les revenus de la **Banque de proximité à l'international** s'établissent à 982 millions d'euros, en progression de +20,9% (+25,6% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2022, tirée principalement par la hausse de la marge nette d'intérêt dans le contexte de la hausse des taux. Les **charges d'exploitations hors FRU** restent maîtrisées malgré le contexte d'inflation et s'élèvent à -502 millions d'euros, en légère baisse par rapport au deuxième trimestre 2022 (stables à change constant). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 479 millions d'euros, en hausse de +58,4% (+69,9% à change constant) par

<sup>60</sup> Dont reprise sur provision sur dossier Image Chèque en élément spécifique pour 21M€

<sup>61</sup> Au 30 juin 2023 ce périmètre inclus les entités de CA Italia, CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

rapport au deuxième trimestre 2022. Le **coût du risque** atteint -127 millions d'euros, en hausse de +8,3% (+14,3% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2022, tenant compte du provisionnement prudent des prêts CHF en Pologne et de la hausse du provisionnement sur encours sains en Italie. Le **résultat sur les activités arrêtées** est en baisse de -74,2%, liée à la cession du contrôle de Crédit du Maroc au quatrième trimestre 2022<sup>62</sup>. Le **résultat net part du Groupe** de la Banque de proximité à l'international s'établit ainsi à 197 millions d'euros en hausse de +75,0%<sup>62</sup> (+85,6% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2022.

Sur le **premier semestre 2023**, les **revenus** de de la **Banque de proximité à l'international** augmentent de +22,0% pour s'établir à 1 951 millions d'euros (+26,9% à change constant). Les **charges hors FRU** sont maîtrisées à -987 millions d'euros, stables par rapport au premier semestre 2022 (+2,3% à change constant). Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 924 millions d'euros, en hausse de +61,4% (+73,1% à change constant). Le **coût du risque** est en baisse de -38,2% (-29,5% à change constant) à -241 millions d'euros par rapport au deuxième semestre 2022, principalement sous l'effet du provisionnement prudent au titre du risque sur l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du premier trimestre 2022<sup>63</sup>. Au final, le **résultat net part du Groupe** de la **Banque de proximité à l'international** s'établit à 375 millions d'euros, par rapport aux 13 millions au premier semestre 2022<sup>63</sup>.

Au premier semestre 2023, la Banque de Proximité à l'International contribue à hauteur de 11% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) et de 15% à leurs revenus sous-jacents hors AHM.

## Résultats Banque de proximité en Italie

Au **deuxième trimestre 2023**, les **revenus** de **Crédit Agricole Italia** s'établissent à 760 millions d'euros, en hausse de +22,2% par rapport au deuxième trimestre 2022. La hausse des taux continue à bénéficier à la marge nette d'intérêt (+43.6%) ayant un impact positif sur les taux à la production de crédits, qui augmentent de +22 points de base entre le premier et deuxième trimestre 2023, mais aussi grâce à la revalorisation du taux sur le stock de crédits à l'actif de +38 points de base sur la même période. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont stables par rapport au deuxième trimestre 2022, à -397 millions d'euros. Elles sont en hausse de +6,7% retraitées des coûts d'intégration Créval<sup>64</sup> au deuxième trimestre 2022, notamment en lien avec l'augmentation de l'activité. Au final, le résultat brut d'exploitation augmente de +65,6% par rapport au deuxième trimestre 2022 à 363 millions d'euros. Le **coût du risque** du deuxième trimestre s'élève à -89 millions d'euros, en hausse de 20,4% par rapport au deuxième trimestre 2022, dont -44 millions au titre du risque avéré, et -45 millions au titre du provisionnement pour encours sains. Le coût du risque sur encours<sup>65</sup> est à 57 points de base, en hausse de 3 points de base par rapport au premier trimestre 2023. Le taux de créances douteuses s'établit à 3,5%, en légère baisse par rapport au deuxième trimestre 2022 et le taux de couverture à 67,7% (-0,9 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2023). Le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit ainsi à 150 millions d'euros en hausse de +65,8% par rapport au deuxième trimestre 2022.

Sur le **premier semestre 2023**, les **revenus** de **Crédit Agricole Italia** augmentent de +22,5% pour s'établir à 1520 millions d'euros. Les **charges hors FRU** sont maîtrisées à 769 millions d'euros, stables<sup>66</sup> par rapport au premier semestre 2022. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 712 millions d'euros, en hausse de +64,6% par rapport au deuxième trimestre 2022. Le **coût du risque** est en hausse de +25,8% à -150 millions d'euros par rapport au deuxième semestre 2022, impacté principalement par la hausse du provisionnement des encours sains (+41 millions d'euros), les entrées en défaut restant limités. Au final, le **résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit à 310 millions d'euros, en hausse de +70,4% par rapport au premier semestre 2022.

<sup>62</sup> L'entité Crédit du Maroc est classée en IFRS 5 depuis le premier trimestre 2022 et la cession du contrôle (63,7%) a eu lieu au quatrième trimestre 2022. Les 15% restant sont à céder sous 18 mois ; la contribution de Crédit du Maroc au RNPG est de 2,8 m€ au T2-2023 (8,8 m€ au T2-22) et 4,5 m€ au S1-23 (1,4 m€ au S1-22)

<sup>63</sup> Provisionnement de -195 millions d'euros au titre du risque sur l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du T1-2022

<sup>64</sup> +6,7% hors coûts intégration Creval de -22 millions d'euros retraités en résultat sous-jacent du T2-2022

<sup>65</sup> Sur quatre trimestres glissants

<sup>66</sup> En hausse de +3,9% retraités des coûts d'intégration Creval de -30 M€ au S1-22 en vision sous-jacente

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 21,9% au 30 juin 2023.

## Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie<sup>67</sup>

Au **deuxième trimestre 2023**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 222 millions d'euros, en progression de +16,9% (+39,1% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2022. La hausse des revenus est tirée par la marge nette d'intérêts qui augmente fortement dans le contexte de la hausse des taux, notamment en Pologne et en Egypte (+20,4% par rapport au deuxième trimestre 2022, +41,7% à change constant), sous l'effet de la hausse des prix et des volumes de crédit. Les **charges d'exploitations hors FRU** restent maîtrisées et s'élèvent à -106 millions d'euros, stables par rapport au deuxième trimestre 2022 (+9,5% à change constant). Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 116 millions d'euros, en hausse de +39,6% (+84,7% à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2022. Le **coût du risque** atteint -38 millions d'euros, en baisse de -12,3%, (+2,1% à change constant) tenant compte d'un provisionnement des prêts CHF en Pologne, portant le taux de provisionnement des créances CHF en Pologne au-dessus de 74% (par rapport à environ 55% au premier trimestre 2023). Par ailleurs, à fin juin 2023, le taux de couverture des encours de crédit reste très élevé en Pologne et en Egypte à 122% et à 146% respectivement ; en Ukraine, le taux de couverture locale est à 30%. Le **résultat sur les activités arrêtées** est en baisse de -74,2%, liée à la cession du contrôle de Crédit du Maroc au quatrième trimestre 2022<sup>67</sup>. Au final, la contribution de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** au résultat net part du Groupe est de 47 millions d'euros, x2,1 (x3 à change constant) par rapport au deuxième trimestre 2022.

Sur le **premier semestre 2023**, les **revenus** de la **Banque de proximité à l'international hors Italie** s'établissent à 430 millions d'euros, en hausse de +20,3% (+45,1% à change constant) par rapport au premier semestre 2022, tirée par la hausse de la marge net d'intérêt. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont stables (+0,2% par rapport au premier semestre 2022, +11,9% à change constant) et s'élèvent à -218 millions d'euros. Grâce à la forte progression des revenus, le **résultat brut d'exploitation hors FRU** s'établit à 212 millions d'euros, en hausse de +51,6% (x2 à change constant) par rapport au premier semestre 2022. Le **coût du risque** s'établit à -91 millions d'euros, en baisse de -66,3% (-59% à change constant) par rapport au premier semestre 2022 qui était impacté par le provisionnement de -195 millions d'euros au titre de l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du premier trimestre 2022. Le **résultat sur les activités arrêtées** est en baisse de -62,9%, liée à la cession du contrôle de Crédit du Maroc au quatrième trimestre 2022. Au final, la contribution de la Banque de proximité à l'international hors Italie au **résultat net part du Groupe** est de 65 millions d'euros (-169 millions d'euros au premier semestre 2022, impacté par le provisionnement de l'Ukraine)

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de la Banque de proximité à l'international hors Italie s'établit à 21,5% au 30 juin 2023.

## Résultat Activités hors métiers

L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole a été comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers, contribuant à réduire davantage le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole S.A. L'impact des marges internes est de -206 millions d'euros en revenus et de + 206 millions d'euros en charges.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent des activités hors métiers s'établit à -16 millions au deuxième trimestre 2023 en hausse de +36 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2022. La contribution du pôle Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-107 millions d'euros) des autres éléments (+91 millions d'euros).

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse de +22 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2022 et se décompose en trois types d'activités :

<sup>67</sup> L'entité Crédit du Maroc est classée en IFRS 5 depuis le premier trimestre 2022 et la cession du contrôle (63,7%) a eu lieu au quatrième trimestre 2022. Les 15% restant sont à céder sous 18 mois ; la contribution de Crédit du Maroc au RNP est de 1,6 m€ au T2-2023 (10,1 M€ au T2-22) et 4,5 m€ au S1-23 (7,1 au S1-22)

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -261 millions d'euros au premier trimestre 2023, en baisse de -95 millions d'euros, intégrant une baisse des revenus liée principalement à un effet de base sur le TLTRO et la provision épargne logement.
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank intégrés en mise en équivalence. Leur contribution s'élève à +147 millions d'euros au deuxième trimestre 2023 et bénéficie d'un impact favorable lié à la revalorisation des titres Banco BPM (+138 millions d'euros avec un cours au 30 juin 2023 à 4,26€).
- Les activités support du Groupe. Leur contribution s'élève à +7 millions d'euros ce trimestre (+3 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2022).

La contribution des « autres éléments » est en hausse de +14 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2022.

Sur le premier semestre 2023, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -321 millions d'euros, en baisse de -58 millions d'euros, par rapport au premier semestre 2022. La composante structurelle contribue à hauteur de -487 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +167 millions d'euros sur le semestre.

La contribution de la composante « structurelle » est en baisse de -70 millions d'euros comparé au premier semestre 2023 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -647 millions d'euros au premier semestre 2023, en baisse de -191 millions d'euros par rapport au premier semestre 2022;
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank: leur contribution, à +151 millions d'euros au premier semestre 2023, est en hausse par rapport au premier semestre 2022 (+120 millions d'euros).
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est de +9 millions d'euros sur le premier semestre 2023 comparé avec la contribution neutre au premier semestre 2022.

La contribution des « autres éléments » est en hausse (+12 millions d'euros) comparé au premier semestre 2022.

Au 30 juin 2023, les emplois pondérés sont de 26,2 milliards d'euros.

\* \*  
\*

# Solidité financière

## Groupe Crédit Agricole

Au 30 juin 2023, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du groupe Crédit Agricole s'établit à 17,6% en vision phasée, stable par rapport à fin mars 2023. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,4 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP<sup>68</sup> fixée à 9,2% et affiche l'écart au SREP le plus important parmi les GSIB européennes<sup>69</sup>. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,4%.

Au cours du deuxième trimestre 2023 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +30 points de base lié au **résultat conservé**, qui est supérieur à la croissance organique des métiers,
- L'évolution des emplois pondérés liée à **la croissance organique des métiers** impacte le ratio CET1 du Groupe à hauteur de -28 points de base, correspondant à la hausse des emplois pondérés des métiers (dont +2,1 milliards d'euros pour les Caisses régionales),

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 18,8% et le **ratio global** phasé est à 21,5% à fin juin 2023.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,6%, bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,5%. A l'exigence minimale de 3% s'ajoute, depuis le 01/01/2023 et uniquement pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin G-SII de l'entité soit s'élevant à 0,5% pour le Groupe Crédit Agricole.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole s'élèvent à 595,8 milliards euros, en hausse de +11,6 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2023. **La croissance organique des métiers** (y compris change) contribue à cette évolution pour +9,2 milliards d'euros dont +2,1 milliards d'euros d'emplois pondérés sur les Caisses régionales. **Les opérations de fusions-acquisition** concernent la réorganisation du partenariat entre CACF et Stellantis et contribuent à la croissance des RWA à hauteur de +2,7 milliards d'euros, et enfin les **effets méthodologiques et réglementaires** ont un léger effet favorable ce trimestre de -0,3 milliard d'euros.

## Seuils de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD et L-MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

**Le Groupe Crédit Agricole**, au 30 juin 2023, dispose d'une marge de sécurité de **778 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 46 milliards d'euros de capital CET1**.

**Crédit Agricole S.A.**, au 30 juin 2023, dispose d'une marge de sécurité de **338 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 13 milliards d'euros de capital CET1**.

Le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînerait une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuible (L-MMD).

<sup>68</sup> Au 30 juin 2023, hausse du coussin contracyclique (40 bps au 30/06/2023 vs. coussin de 7bps au 31/03/2023), remontant l'exigence SREP à 9,2%

<sup>69</sup> Sur la base des données publiques des 12 G-SIB européennes, soit au 30/06/2023, pour CAG, BPCE, BNPP, Deutsche Bank, Santander, Unicredit, Barclays, HSBC, Standard Chartered ING, Société Générale, et au 31/03/2023, pour UBS. Données CASA au 30/06/2023. Ecart au SREP ou exigence en CET1 équivalente

Au 30 juin 2023, le **Groupe Crédit Agricole** dispose d'une marge de sécurité de **213 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 42 milliards d'euros de capital Tier 1.**

## TLAC

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,40% pour le groupe Crédit Agricole au 30/06/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 21,9% ;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

**L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.**

Au 30 juin 2023, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 27,1% des RWA et 8,1% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible<sup>70</sup>**, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est en baisse de 30 pb sur le trimestre, en lien avec la hausse des RWA non compensée par la progression des fonds propres et éléments éligibles sur la période. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC est en hausse de 20 bp par rapport à mars 2023<sup>71</sup>.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 520 points de base, soit 31 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 21,9% des RWA.

A fin juin 2023, 2,2 milliards d'euros équivalent ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2) en plus des 1,25 milliard d'euros AT1. Le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 27,5 milliards d'euros.

## MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Le Groupe Crédit Agricole doit respecter depuis le 1er janvier 2022 une exigence minimale de MREL total de :

- 21,04% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,40% pour le Groupe CA au 30/06/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 24,9% ;
- 6,02% de la LRE.

Au 30 juin 2023, le **Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL à 32,1% des RWA et 9,6% de l'exposition en levier**, bien au-delà de l'exigence de MREL total.

Une exigence de subordination additionnelle au TLAC (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE, dans laquelle les instruments de

<sup>70</sup> Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2023.

<sup>71</sup> La présentation au bilan de l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux a fait l'objet d'un reclassement entre l'actif et le passif au 31 mars 2023 générant un ajustement du ratio de TLAC de +6 bp

dette senior sont exclus, à l'instar du TLAC, dont le ratio est équivalent à celui du MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole. Depuis le 1er janvier 2022, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole n'excède pas l'exigence de TLAC.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M- MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

**Le Groupe Crédit Agricole**, au 30 juin 2023, dispose ainsi d'une marge de sécurité de **520 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, compte tenu de l'exigence TLAC applicable au 30/06/2023, soit 31 milliards d'euros de capital CET1.**



## Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2023, le ratio de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'établit au-dessus de la cible du Plan à Moyen Terme, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 11,6%** en vision phasée, stable par rapport à fin mars 2023. Ainsi, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin confortable de 3,4 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence *SREP*<sup>72</sup> fixée à 8,2%. Le coussin est en baisse par rapport aux 3,7 points de pourcentage à fin mars 2023 car il est impacté par la hausse du coussin contracyclique. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,5% au cours du deuxième trimestre 2023 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact positif de +21 points de base lié au **résultat conservé**. Cet impact correspond au résultat net part du Groupe net des coupons AT1 et de la distribution de 50% du résultat, soit une provision pour dividendes de 32 centimes par action au deuxième trimestre 2023, et une provision pour dividendes de 50 centimes par action au titre du premier semestre 2023,
- L'évolution des emplois pondérés liée à la **croissance organique des métiers** impacte le ratio CET1 à hauteur de -21 points de base, intégrant une hausse des emplois pondérés du pôle SFS à hauteur +5,2 milliards d'euros en raison de la forte activité liée au lancement de Crédit Agricole Auto Bank, une hausse des emplois pondérés du pôle Grandes clientèles à hauteur de +3,1 milliards d'euros notamment en raison de la hausse des RWA de marché (VaR, SVaR et Risque de Contrepartie du Trading Book), et une baisse des emplois pondérés de l'assurance à hauteur de -1,6 milliard d'euros suite à la baisse de la VME<sup>73</sup> en raison du paiement du solde du dividende au titre de l'année 2022,
- Les **effets méthodologiques et réglementaires** concernent principalement les engagements de paiement irrévocables (EPI) et impactent défavorablement le ratio CET1 à hauteur de -3 points de base,
- Enfin, **les opérations de fusions-acquisition, les OCI et Autres** impactent le ratio CET1 à hauteur de -2 points de base, et intègrent principalement la réorganisation réorganisation du partenariat entre CACF et Stellantis (-3 points de base).

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 4,0% à fin juin 2023, en hausse de +0,2 point de pourcentage par rapport à fin mars 2023<sup>74</sup>, au-dessus de l'exigence de 3%.

Le **ratio Tier 1** phasé ressort à 13,5% et le ratio global phasé est à 17,6% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 376,9 milliards euros à fin juin 2023, en hausse de +8,8 milliards d'euros par rapport au 31 mars 2023. **La contribution des métiers** (y compris effet change) s'élève à +6,4 milliards d'euros, intégrant une hausse des emplois pondérés du pôle SFS à hauteur +5,2 milliards d'euros en raison de la forte activité liée au lancement de Crédit Agricole Auto Bank, une hausse des emplois pondérés du pôle Grandes clientèles à hauteur de +2,9 milliards d'euros principalement en raison de la hausse des RWA de marché (VaR, SVaR et Risque de Contrepartie du Trading Book), et une baisse des emplois pondérés de l'assurance à hauteur de -1,9 milliards d'euros suite à la baisse de la VME en raison du paiement du solde du dividende au titre de l'année 2022. **Les opérations de fusions-acquisition** concernent la réorganisation réorganisation du partenariat entre CACF et Stellantis et contribuent à la croissance des RWA à hauteur de +2,7 milliards d'euros, et enfin les **effets méthodologiques et réglementaires** ont un léger effet favorable ce trimestre de -0,3 milliard d'euros.

<sup>72</sup> Au 30 juin 2023, hausse du coussin contracyclique (coussin de 34 pb au 30/06/2023 vs. 8 pb au 31/03/2023), remontant l'exigence *SREP* à 8,2%

<sup>73</sup> Evolution de la VME hors OCI

<sup>74</sup> La présentation au bilan de l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux a fait l'objet d'un reclassement entre l'actif et le passif au 31 mars 2023 générant un ajustement du ratio de levier de +4 pb

## Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 39 milliards d'euros à fin juin 2023. De même, 130 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 195 milliards d'euros à fin juin 2023, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (91 milliards d'euros à fin juin 2023) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment « Ressources marché long terme », sont retraités pour apparaître comme des « Ressources clientèle ».

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 640 milliards d'euros au 30 juin 2023, fait apparaître **un excédent des ressources stables sur emplois stables de 172 milliards d'euros**, en baisse de 45 milliards d'euros par rapport à fin mars 2023 sous l'effet de la hausse de 12 milliards d'euros des besoins de refinancement résultant de l'activité commerciale (hausse de 22 milliards d'euros des crédits et hausse de 10 milliards d'euros des ressources clientèle), et du remboursement de l'échéance de TLTRO du mois de juin (48 Mds€) compensé en partie par des levées de ressources marché à moyen-long terme.

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 45,5 milliards d'euros<sup>75</sup> au 30 juin 2023, en baisse de 48 milliard d'euros<sup>76</sup> remboursé sur le trimestre. A noter, concernant la position en ressources stables,

<sup>75</sup> Y compris CA Auto Bank

<sup>76</sup> Y compris CA Auto Bank

que le pilotage interne du Groupe exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de 110-130 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 juin 2023 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

**Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 260 milliards d'euros au 30 juin 2023**, en baisse de 35 milliards d'euros par rapport à fin mars 2023 sous l'effet, notamment, du remboursement de 48 milliards d'euros de ressources T-LTRO 3 en juin 2023.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 113 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 96 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 30 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 21 milliards d'euros.

**Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 334 milliards d'euros au 30 juin 2023**, en baisse de 123 milliards d'euros par rapport à fin mars 2023. Elles couvrent plus de deux fois l'endettement court terme net (hors remplacements en Banques centrales).

Cette baisse des réserves de liquidité s'explique principalement par l'impact de l'arrêt au 30 juin 2023 du canal « ACC<sup>77</sup> immobilier » pour -114 milliards d'euros et de la normalisation des décotes Banque de France sur les autres créances éligibles (temporairement assouplies lors de la crise du Covid) pour -5 milliards d'euros.

Le programme d'émission de la nouvelle CA HL SFH (Crédit Agricole Home Loan SFH), dont l'agrément ACPR/BCE a été délivré le 18 juillet 2023 et dont les titres ont été émis à la fin juillet 2023, doit permettre de reconstituer environ 70 milliards d'euros de réserves éligibles à la BCE.

Le niveau global de réserves de liquidité restera de fait à un très haut niveau, à un niveau estimé à environ 404 milliards d'euros en vision pro-forma 30 juin 2023.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en banque centrale après décote s'élèvent à 54 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

**Au 30 juin 2023, les ratios LCR moyens sur 12 mois s'élèvent respectivement à 157,3% pour le Groupe Crédit Agricole et 146,4% pour Crédit Agricole S.A.** Les ratios LCR de fin de mois s'élèvent respectivement à 142,9% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 84,3 milliards d'euros) et 140,3% pour Crédit Agricole S.A. (soit un excédent de 72 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%).

Par ailleurs, **les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%**, conformément à l'exigence réglementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

**Au 30 juin 2023, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 38,4 milliards d'euros<sup>78,79</sup> de dette à moyen long terme**, dont 51% émis par Crédit Agricole S.A. On note notamment les montants suivants pour le Groupe :

- Crédit Agricole CIB a émis 8,6 milliards d'euros en format structuré ;

<sup>77</sup> Additional Credit Claims

<sup>78</sup> Montant brut avant rachats et amortissements

<sup>79</sup> Hors émission AT1

- Crédit Agricole Italia a réalisé une nouvelle émission en format covered bond en juin pour 1 milliard d'euros à 6 ans ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a émis 2,8 milliards d'euros sous forme de titrisations ABS ;
- Crédit Agricole Auto Bank (CAAB), nouveau nom de FCA Bank, continue son accès au marché avec une nouvelle émission senior préférée en juin pour 600 millions d'euros à 3 ans ;
- Crédit Agricole next bank (Suisse) a réalisé une émission Covered Bond en juin à 3 et 7 ans (format green) pour 100 millions de CHF chacune.

Le financement à moyen long terme du Groupe peut se décomposer à travers les catégories suivantes :

- 10,5 milliards d'euros de financement sécurisé ;
- 14,9 milliards d'euros de financement non sécurisé vanille ;
- 9,0 milliards d'euros de financement structuré ;
- 4,0 milliards d'euros de dépôts institutionnels long-terme et CD.

Par ailleurs, 12,2 milliards d'euros ont également été levés hors marché et se répartissent entre :

- 8,6 milliards d'euros au travers des réseaux de banques (banque de proximité du Groupe ou réseaux externes) ;
- 2,2 milliards d'euros auprès des organismes supranationaux et institutions financières ;
- 1,4 milliard d'euros auprès de véhicules de refinancement nationaux (dont CRH).

**Au 30 juin 2023, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 19,7 milliards d'euros<sup>80,81</sup> :**

La banque a levé l'équivalent de 19,7 milliards d'euros, dont 1,8 milliard d'euros en dette senior non préférée et 0,4 milliard d'euros en dette Tier 2, ainsi que 11,8 milliards d'euros de dette senior préférée et 5,8 milliards d'euros de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- 11,8 milliards d'euros ;
- 4,1 milliards de dollars américains (3,8 milliards d'euros équivalent) ;
- 1,3 milliard de livres sterling (1,4 milliard d'euros équivalent) ;
- 172 milliards de yen japonais (1,1 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,8 milliard de francs suisses (0,8 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,9 milliard de dollars australiens (0,6 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,5 milliard dollars singapouriens (0,4 milliard d'euros équivalent).

Crédit Agricole S.A annonce une augmentation de son plan de refinancement 2023 de 19 milliards<sup>82,83</sup> d'euros à 25 milliards afin d'accompagner une activité commerciale dynamique et de maintenir les ratios réglementaires à un haut niveau.

Depuis fin juin, Crédit Agricole S.A. a levé 0,6 milliard d'euros complémentaires dont une émission Senior collatéralisée pour 0,5 milliard d'euros à travers le véhicule CA PS SCF et une émission Senior Prférée en format Panda pour 1 milliard de CNY (126 millions d'euros équivalent). Ainsi, à fin juillet, le plan de financement MLT s'élève à 20,4 milliards d'euros soit une réalisation de 81% du programme 2023.

A noter que Crédit Agricole S.A. a émis le 3 janvier 2023 un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 7,25%.

---

<sup>80</sup> Montant brut avant rachats et amortissements

<sup>81</sup> Hors émission AT1

<sup>82</sup> Montant brut avant rachats et amortissements

<sup>83</sup> Hors émission AT1

## Environnement économique et financier

### Premier semestre

**Au cours du premier semestre, dans les grandes économies développées, l'inflation a poursuivi son repli tout en restant élevée (notamment l'inflation sous-jacente) et les resserrements monétaires se sont poursuivis. Les ressorts de la reprise post-Covid ont continué de se détendre et les rythmes de croissance se sont infléchis. Si des récessions violentes ont pu être évitées, cela tient notamment aux amortisseurs hérités de la pandémie sous la forme d'une épargne privée encore abondante (bien qu'entamée) et de marchés du travail assez résistants.**

#### **Inflation : repli de l'inflation totale, résistance de l'inflation sous-jacente**

Les chaînes de valeur, congestionnées au sortir de la pandémie de Covid par le redémarrage très net de la demande face à une offre contrainte, et les marchés de matières premières, bouleversés par la guerre en Ukraine, se sont progressivement normalisés. Les cours des matières premières énergétiques, industrielles et alimentaires mais aussi les coûts de transport se sont affaiblis. A titre d'illustration, fin juin 2023, les prix du pétrole, du minerai de fer, du blé et du fret maritime affichaient des baisses respectives sur un an de près de 34%, 7%, 21% et 50%. Cette désinflation en amont a permis un repli, rapide et largement mécanique, de l'inflation totale.

Aux États-Unis, après le pic de juin 2022 à 9%, la hausse des prix sur un an est passée à 6,4% en décembre puis à 3% en juin ; après avoir atteint un pic à 6,5% en mars 2022, l'inflation sous-jacente s'élève encore à 4,8% en juin. En zone euro, après avoir culminé en octobre 2022 (10,6%), l'inflation s'est repliée à 9,2% en décembre pour se situer à 5,5% en juin. Après avoir atteint un pic de 5,7% en mars 2023, l'inflation sous-jacente ne se replie que très lentement (5,4% en juin). L'inflation sous-jacente résiste en raison de la diffusion des hausses de coûts subies en amont à l'ensemble des prix et du dynamisme de la consommation de services prenant le relais de celle des biens, sans qu'une boucle prix-salaires ne puisse être incriminée malgré la bonne tenue du marché du travail.

#### **Croissance : plus robuste qu'anticipée mais en nette décélération**

Aux États-Unis, bien qu'elle n'ait cessé d'être révisée à la hausse, la croissance s'est encore légèrement repliée (en rythme trimestriel annualisé, 2% au premier trimestre contre 2,6% et 3,2%, respectivement, au quatrième et au troisième trimestres 2022). À la vigueur de la consommation (croissance de +4,2% sur le trimestre, et contribution à la croissance de 2,8 points de pourcentage, pp) s'opposent la performance médiocre de l'investissement productif (contribution quasiment nulle) et la poursuite de la contraction de l'investissement résidentiel (-4%, en recul pour le huitième trimestre consécutif soit une chute cumulée de 22% entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2023). Enfin, les variations de stocks ont été le principal frein à la croissance du premier trimestre avec une contribution de -2,1 pp. Cette décélération reflète ainsi le fort mouvement de déstockage et le ralentissement de l'investissement. Si les bénéfices des entreprises chutent fortement pour le deuxième trimestre consécutif, la situation financière des ménages s'améliore : après sept trimestres consécutifs de baisse du pouvoir d'achat, le revenu disponible réel affiche une croissance de 2,9%. Le taux d'épargne (4,3%) se redresse légèrement mais, depuis mi-2021, il est inférieur à sa moyenne pré-covid (7,9%, 2017-2019). Enfin, le marché du travail résiste au ralentissement : depuis mars 2022, le taux de chômage fluctue entre 3,4% et 3,7% et se situe à 3,6% en juin.

Dans la **zone euro**, le ralentissement est également marqué : la croissance du PIB est ainsi passée (en variation sur un an) de 1,8% au quatrième trimestre 2022 à 1% au premier trimestre 2023. Au cours de celui-ci, l'activité s'est de nouveau repliée de 0,1% (en variation trimestrielle), tirée à la baisse par la croissance allemande (-0,3%) enregistrant également deux trimestres consécutifs de repli. Bien que la demande intérieure ait encore fourni une contribution négative à la croissance (de -0,3 point), celle-ci s'est modérée par rapport au trimestre précédent (-1,2 point). La consommation des ménages a connu un deuxième trimestre de recul (-0,3%), mais moindre qu'au

précédent (-1%), l'inflation s'étant assagie par rapport au pic du quatrième trimestre 2022. L'investissement s'est redressé (+0,6%, après -3,5%) mais sa croissance est restée modeste. La contribution positive des échanges extérieurs à la croissance est, une fois de plus, due à un repli plus marqué des importations que des exportations.

La phase d'expansion soutenue donc touche à sa fin, comme le signalent plusieurs indicateurs, notamment dans le secteur manufacturier. Mais l'affaiblissement de l'activité dans l'industrie ne s'est pas encore traduit par une montée des défaillances d'entreprises. Leur nombre reste relativement faible dans l'ensemble de l'économie. Enfin, à 6,5% en mai 2023, le taux de chômage est stable sur un mois mais en léger recul sur un an (6,7% en mai 2022).

En **France**, après un net freinage au second semestre 2022, la croissance a résisté : elle est restée positive en début d'année (0,2% au premier trimestre 2023). Cette apparente robustesse masque cependant la faiblesse de la demande intérieure. Au premier trimestre, si la croissance a été soutenue par l'amélioration des échanges extérieurs, la consommation des ménages n'a pas rebondi. Après s'être contractée au quatrième trimestre 2022, elle s'est révélée seulement stable au premier trimestre 2023 et toujours inférieure à son niveau pré-pandémie. La consommation de biens est en net repli, pénalisée notamment par la consommation de biens alimentaires (l'inflation des biens alimentaires était encore de 13,7% sur un an en juin après avoir atteint 15,9% en mars). L'investissement des ménages s'est également nettement replié pour le troisième trimestre consécutif. Enfin, le resserrement monétaire commence à affecter l'investissement des sociétés non-financières, en recul pour la première fois depuis le troisième trimestre 2021.

#### **Poursuite des resserrements monétaires et des hausses de taux d'intérêt**

**Depuis le début de l'année 2022, les banques centrales n'ont cessé d'affirmer la priorité donnée à la lutte contre l'inflation.** La Réserve Fédérale et la BCE se sont ainsi lancées dans des politiques de remontée agressive et déterminée de leurs taux directeurs. Depuis mars 2022 aux Etats-Unis et juillet 2022 dans la zone euro, ils ont ainsi été relevés de respectivement 500 et 400 points de base (pb) pour se situer à 5,25% (borne haute des fed funds) et 4% (taux de refinancement) début juillet 2023.

En sympathie avec les resserrements monétaires, les échéances courtes de la courbe des rendements (taux de swap deux ans ou souverains) se sont vigoureusement redressés. En revanche, les rendements sur les échéances longues (taux 10 ans) ont moins « grimpé » en raison : de la nature de l'inflation, censée relever plus d'un choc que de l'installation durable sur un rythme plus soutenu ; des craintes de ralentissement ; de la détermination des banques centrales à voir l'inflation converger vers leurs cibles. **Les courbes de taux d'intérêt se sont donc inversées.** En début d'année, pariant sur une reprise vigoureuse en Chine consécutive à l'abandon de la stratégie zéro-covid et tablant sur l'idée d'un « pivot » monétaire proche (fin prochaine de la hausse des taux directeurs suivie rapidement d'une baisse), les marchés actions ont affiché de belles performances.

Ces mouvements ont cependant été brièvement interrompus en mars lorsque le resserrement monétaire américain a fait ses premières victimes bancaires aux États-Unis (la plus emblématique étant la faillite de la Silicon Valley Bank)<sup>84</sup> suivie d'une réplique en Europe provoquée par les déboires de Crédit suisse. Ces deux événements ont remis au premier plan les questions de stabilité financière suscitant un rebond transitoire de l'aversion au risque (baisse des actions et des taux souverains « sans risque », écartement des primes de crédit) et des anticipations d'assouplissement monétaire rapide. Les banques centrales ont cependant réaffirmé la priorité accordée à l'inflation et la nécessité de traiter les sources d'instabilité financière à l'aide d'outils ad hoc. La Fed a dévoilé un nouvel instrument de politique monétaire pour aider les banques à faire face à d'éventuels

---

<sup>84</sup> Banque régionale spécialisée sur le financement de start-up et d'entreprises de la Tech, des secteurs qui ont rencontré des difficultés à lever des fonds dans un contexte de resserrement monétaire et qui consomment beaucoup de « cash ». Pour faire face aux retraits de ses clients, SVB a dû vendre 21 milliards de dollars d'obligations américaines et enregistré une perte de 1,8 milliard de dollars, les obligations ayant perdu de la valeur sur le marché secondaire en raison de la remontée des taux d'intérêt. Peu capitalisée et faisant face à des moins-values potentielles sur son portefeuille de titres, SVB a lancé une augmentation de capital qui a échoué. Cela a conduit à un « bank run » (retraits massifs de la part de ses clients) auquel la banque n'a pu faire face, précipitant sa faillite. En outre, du fait de sa relativement petite taille, la banque a bénéficié de l'allègement de la réglementation bancaire permise par l'administration Trump : les pertes potentielles et la faible capitalisation de la banque n'avaient donc pas été détectées en amont.

besoins de liquidités<sup>85</sup>. Puis elle a poursuivi, tout comme la BCE, son resserrement monétaire. Après, un mois de mars agité, les marchés sont redevenus plus « sereins ».

Au 30 juin 2023, les taux souverains américains à 2 et 10 ans se situent à 5,0% et 3,9% en hausse d'environ, respectivement, 200 et 80 pb sur un an (+50 et -2 pb sur le premier semestre 2023). Les taux souverains allemands à 2 et 10 ans atteignent 3,2% et 2,4% en hausse de, respectivement, 270 et 100 pb sur un an (+50 et -20 pb sur le premier semestre). Malgré l'arrêt du programme d'achats d'obligations de la BCE dans le cadre de l'APP (Asset Purchase Programme) et les importantes échéances de TLTRO fin juin, les primes de risque acquittées par les pays non core ou semi core ne se sont pas écartées, contrairement à ce qui pouvait être craint. Au 30 juin, les spreads de la France et de l'Italie se situent autour de 55 et 170 pb contre Bund (soit des baisses respectives d'environ 5 et 35 pb depuis le début de l'année). Par ailleurs, les marchés actions ont affiché de fortes hausses : les indices S&P 500, Eurostoxx 50 et CAC 40 progressent, respectivement, de 16%, 14% et 12% au cours du premier semestre. Au cours de la même période, l'euro (à 1,09 contre dollar) s'est apprécié de 2,2%.

Enfin, le taux du livret A a été relevé de 2% (niveau auquel il était depuis août 2022) à 3% en février 2022. Mi-juillet, il a été décidé de le maintenir à 3% jusque début 2025.

## Perspectives

Grâce à la bonne tenue du marché du travail et à une épargne encore abondante bien qu'entamée, la consommation des ménages a mieux absorbé qu'il n'était redouté les ponctions sur le pouvoir d'achat et les resserrements monétaires. La croissance a mieux résisté qu'anticipé. L'inflation sous-jacente également.

La décélération de l'activité est néanmoins à l'œuvre comme l'indiquent les enquêtes suggérant un ralentissement mondial généralisé. Développer un scénario de décélération sans effondrement suppose une décline lente de l'inflation soulageant les revenus et autorisant qu'un terme soit mis aux hausses de taux directeurs.

### Environnement international

Aux **États-Unis**, des fissures apparaissent : elles se creusent à mesure que les effets répressifs du resserrement monétaire et financier se font sentir. L'investissement résidentiel s'est ainsi déjà fortement ajusté, l'investissement productif devrait à son tour se contracter. Après avoir entamé leur réserve d'épargne et recouru au crédit, les consommateurs, qui ont assuré la résistance de la croissance, pourraient se montrer moins confiants et moins prodigues. Si une tenue meilleure qu'anticipé de l'emploi peut autoriser un atterrissage en douceur, le risque d'une récession continue de planer sur le second semestre : une récession modérée qui conduirait la croissance moyenne vers 1,2% en 2023, puis à seulement 0,7% en 2024. Ce ralentissement, finalement naturel, se fonde sur une hypothèse de poursuite du repli de l'inflation totale et, surtout, de l'inflation sous-jacente qui atterrirait en fin d'année 2023 aux alentours de, respectivement, 3,2% et 3,6%, avant de se rapprocher toutes deux de 2,5% fin 2024. Le risque pesant sur ce scénario est celui d'une inflation plus tenace que prévu conduisant à un scénario monétaire plus agressif qu'anticipé.

Loin de la reprise espérée, la **Chine** peine à retrouver sa dynamique. Une crise de confiance profonde des ménages (crainte du chômage, épargne de précaution) et les turbulences irrésolues du marché immobilier continuent de justifier l'atonie de la demande interne. Celle-ci se traduit par une faiblesse telle de l'inflation que la déflation menace. Or, les autorités chinoises ne peuvent ignorer que la reprise ne tient pas ses promesses mais elles manquent d'outils de relance adaptés, propres à stimuler la consommation. La cible annuelle de croissance que les autorités avaient annoncée « autour de 5% » avec prudence devrait être atteinte (effets de base favorables) mais les doutes portent sur l'aptitude de la Chine à maintenir ce rythme.

---

<sup>85</sup> Facilité de prêts jusqu'à un an en échange de collatéraux (comme des US Treasuries) valorisés non pas à leur valeur de marché mais à leur valeur nominale. Cela supprime le risque de pertes non réalisées qui peuvent se matérialiser brutalement quand une banque est forcée de céder des actifs (comme ce fut le cas avec SVB).

## Zone euro dont France

Dans la **zone euro**, fondé sur une inflation totale moyenne se repliant de 8,4% en 2022 à 5,5% en 2023 puis 2,9% en 2024, le scénario retient une croissance modeste, de 0,6% en 2023 et 1,3% en 2024, encore inférieure à son rythme potentiel. **Le repli (avéré et prévu) du rythme de croissance est assez brutal : il n'est pas annonciateur d'une récession mais, plutôt, d'une « normalisation » des comportements.**

Les facteurs de soutien, à l'appui de ce scénario de normalisation, demeurent. Les défaillances d'entreprises restent, en effet, en nombre encore relativement faible, et circonscrites à des secteurs spécifiques (hébergement et restauration, transports et logistique) ; le marché du travail est résilient ; la rentabilité des entreprises est « acceptable », les entreprises ayant, dans certains secteurs, restauré leurs marges à la faveur de la hausse des prix. Par ailleurs, le repli attendu de l'inflation devrait limiter l'affaiblissement de l'activité : la consommation bénéficierait de l'amélioration des revenus réels mais aussi de l'excès d'épargne dont disposent les ménages les plus aisés, bien qu'une large partie de ce surplus ait déjà été transformé en actifs immobiliers et financiers non liquides. Enfin, l'investissement hors logement devrait se maintenir grâce à la baisse des coûts des biens intermédiaires et au fort soutien des fonds européens. **Les risques sont néanmoins majoritairement baissiers** : on peut notamment craindre un durcissement des conditions de crédit (qui pourrait faire basculer la croissance de la normalisation à une correction plus nette) et une compression anticipée des marges.

Contrairement à certains pays européens, la **France** a pu éviter une récession technique en début d'année. Mais les moteurs de la croissance se « grippent ». En raison de l'inflation, la consommation des ménages a déjà reculé ; l'augmentation des taux d'intérêt destinée à contrer l'inflation pèse sur l'investissement des ménages et contribuera au ralentissement de l'investissement des sociétés non-financières. La croissance devrait nettement fléchir en 2023 passant de 2,5% en 2022 à 0,6%. En 2024, une lente reprise pourrait s'amorcer et la croissance s'élèverait à 1%.

## Politique monétaire et taux d'intérêt

Si l'inflation totale a déjà enregistré une nette baisse, largement mécanique, la résistance de l'inflation sous-jacente, elle-même alimentée par une croissance plus robuste qu'anticipé, a conduit les banques centrales à se montrer agressives. Sous réserve de la poursuite du repli de l'inflation, mais surtout de celui de l'inflation sous-jacente, le terme des hausses de taux directeurs serait proche. Les taux longs pourraient ensuite s'engager lentement sur la voie d'un repli modeste.

Après dix hausses de taux consécutives totalisant 500 points de base, la **Réserve fédérale** a opté en juin pour le statu quo (borne haute de la fourchette des Fed funds à 5,25%) tout en indiquant que de nouvelles hausses pourraient intervenir et en livrant un *dot plot*<sup>86</sup> suggérant un resserrement supplémentaire de 50 points de base (pb), une projection agressive. La crainte d'une récession couplée au maintien d'une inflation encore trop élevée plaide en faveur d'une hausse limitée à 25 pb, comme le suggère le marché. Les Fed Funds pourraient ainsi atteindre leur pic à l'été (borne haute à 5,50%). L'assouplissement monétaire pourrait être entrepris à partir du deuxième trimestre 2024 à un rythme progressif (25 pb par trimestre) laissant la borne supérieure à 4,75% à la fin de 2024.

La **BCE** devrait conserver une politique monétaire restrictive, voire très restrictive, au cours des prochains trimestres : la baisse de l'inflation est trop lente et sa convergence vers la cible loin d'être acquise. La BCE devrait donc remonter ses taux à deux reprises (en juillet et en septembre, portant le taux de dépôt à 4%) tout en poursuivant son resserrement quantitatif : fin des réinvestissements dans le cadre de l'APP à partir de juillet 2023 mais poursuite des réinvestissements jusqu'à la fin 2024 dans le cadre du PEPP ; poursuite du remboursement des TLTRO jusque fin 2024 (mais plus graduellement après le remboursement de juin 2023). La baisse des taux directeurs n'interviendrait pas avant fin 2024 (-50 pb).

En accordant la priorité à la lutte contre l'inflation, les stratégies monétaires ont contribué à limiter le désancrage des anticipations d'inflation et la sur-réaction des taux longs, mais promu des courbes de taux d'intérêt inversées

<sup>86</sup> *Diagramme à points* : graphique sur lequel figurent les projections de taux directeur de chaque membre du FOMC (Federal Open Market Committee). Les points/projections reflètent ce que chaque membre pense être le niveau approprié du taux des fonds fédéraux à la fin des trois prochaines années et à long terme.



et des rendements réels faibles voire négatifs. Hors surprise sur l'inflation, le risque de hausse des taux longs « sans risque » mais aussi d'écartement sensible des spreads souverains intra zone euro est limité. Le risque d'une courbe durablement inversée est bien réel ; notre scénario retient une pente (taux de swap 2/10 ans) de nouveau faiblement positive à partir de 2025. Les taux américain et allemand à dix ans sont attendus aux alentours de, respectivement, 3,75% et 2,60% fin 2023 puis en léger repli (3,50%) et stables. Les spreads par rapport au Bund seraient de 65 pb pour la France et 200 pb pour l'Italie fin 2023. Enfin, notre scénario table sur un euro à environ 1,10 dollar fin 2023.

## Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

### Groupe Crédit Agricole– Eléments spécifiques, T2-23, T2-22, S1-23 et S1-22

En m€	T2-23		T2-22		S1-23		S1-22	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(15)	(11)	22	16	(23)	(17)	(9)	(6)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(1)	(1)	57	42	(25)	(18)	74	55
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	29	21	-	-	34	26
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	35	26	-	-	53	39
Provisions Epargne logement (CR)	-	-	342	254	-	-	412	306
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	299	214	-	-	299	214	-	-
Amende Echange Images Chèques (AHM)	42	42	-	-	42	42	-	-
Amende Echange Images Chèques (LCL)	21	21	-	-	21	21	-	-
Amende Echange Images Chèques (CR)	42	42	-	-	42	42	-	-
<b>Total impact en PNB</b>	<b>388</b>	<b>306</b>	<b>485</b>	<b>360</b>	<b>356</b>	<b>283</b>	<b>564</b>	<b>418</b>
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	(22)	(13)	-	-	(30)	(18)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	(40)	(21)	-	-	(51)	(26)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	(18)	(13)	-	-	(18)	(13)	-	-
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>	<b>(63)</b>	<b>(34)</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>	<b>(81)</b>	<b>(44)</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	(85)	(61)	-	-	(85)	(61)	-	-
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	-	-	(195)	(195)
<b>Total impact coût du risque de crédit</b>	<b>(85)</b>	<b>(61)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(85)</b>	<b>(61)</b>	<b>(195)</b>	<b>(195)</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	(12)	(12)	-	-	(12)	(12)	-	-
<b>Total impact mise en équivalence</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	28	12	-	-	28	12	-	-
<b>Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	(3)	(3)	-	-	(7)	(10)
<b>Total impact en Activités en cours de cession</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(7)</b>	<b>(10)</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>301</b>	<b>232</b>	<b>419</b>	<b>322</b>	<b>269</b>	<b>209</b>	<b>281</b>	<b>169</b>
Gestion de l'épargne et Assurances	-	-	(40)	(21)	-	-	(51)	(26)
Banque de proximité-France	63	63	371	275	63	63	446	331
Banque de proximité-International	-	-	(25)	(16)	-	-	(232)	(223)
Services financiers spécialisés	212	140	-	-	212	140	-	-
Grandes Clientèles	(16)	(12)	79	59	(47)	(35)	65	48
Activités hors métiers	42	42	35	26	42	42	53	39

\* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

## Crédit Agricole S.A. – Eléments spécifiques T2-23, T2-22, S1-23 et S1-22

En m€	T2-23		T2-22		S1-23		S1-22	
	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP	Impact brut*	Impact en RNP
DVA (GC)	(15)	(11)	22	16	(23)	(16)	(9)	(6)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(1)	(1)	57	41	(25)	(18)	74	53
Provisions Epargne logement (LCL)	-	-	29	20	-	-	34	24
Provisions Epargne logement (AHM)	-	-	35	26	-	-	53	39
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	299	214	-	-	299	214	-	-
Amende Echange Images Chèques (AHM)	42	42	-	-	42	42	-	-
Amende Echange Images Chèques (LCL)	21	20	-	-	21	20	-	-
<b>Total impact en PNB</b>	<b>346</b>	<b>264</b>	<b>143</b>	<b>104</b>	<b>315</b>	<b>241</b>	<b>152</b>	<b>111</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	(18)	(13)	-	-	(18)	(13)	-	-
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	(22)	(12)	-	-	(30)	(16)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	(40)	(21)	-	-	(51)	(26)
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>	<b>(63)</b>	<b>(32)</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>	<b>(81)</b>	<b>(42)</b>
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	-	-	(195)	(195)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	(85)	(61)	-	-	(85)	(61)	-	-
<b>Total impact coût du risque de crédit</b>	<b>(85)</b>	<b>(61)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(85)</b>	<b>(61)</b>	<b>(195)</b>	<b>(195)</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	(12)	(12)	-	-	(12)	(12)	-	-
<b>Total impact Mise en équivalence</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12)</b>	<b>(12)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	28	12	-	-	28	12	-	-
<b>Total impact Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	(3)	(3)	-	-	(7)	(10)
<b>Total impact en Activités en cours de cession</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3)</b>	<b>(3)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(7)</b>	<b>(10)</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>259</b>	<b>190</b>	<b>77</b>	<b>68</b>	<b>227</b>	<b>167</b>	<b>(131)</b>	<b>(136)</b>
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	-	-	(40)	(21)	-	-	(51)	(26)
<i>Banque de proximité-France</i>	21	20	29	20	21	20	34	24
<i>Banque de proximité-International</i>	-	-	(25)	(15)	-	-	(232)	(221)
<i>Services financiers spécialisés</i>	212	140	-	-	212	140	-	-
<i>Grandes Clientèles</i>	(16)	(11)	79	57	(47)	(34)	65	47
<i>Activités hors métiers</i>	42	42	35	26	42	42	53	39

\* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

## Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, T2-23 et T2-22								
En m€	T2-23 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 353</b>	<b>959</b>	<b>1 005</b>	<b>1 741</b>	<b>1 162</b>	<b>1 905</b>	<b>(578)</b>	<b>9 546</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 448)	(554)	(520)	(715)	(430)	(1 038)	471	(5 233)
FRU	2	6	(0)	(0)	2	2	(6)	6
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>907</b>	<b>411</b>	<b>485</b>	<b>1 026</b>	<b>735</b>	<b>869</b>	<b>(113)</b>	<b>4 319</b>
Coût du risque	(405)	(69)	(125)	(0)	(304)	(32)	(3)	(938)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	0	27	11	7	(0)	46
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	2	0	0	26	0	(0)	33
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>507</b>	<b>345</b>	<b>361</b>	<b>1 053</b>	<b>468</b>	<b>844</b>	<b>(116)</b>	<b>3 460</b>
Impôts	(93)	(76)	(105)	(245)	(143)	(174)	63	(772)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	3	1	0	-	-	4
<b>Résultat net</b>	<b>413</b>	<b>269</b>	<b>259</b>	<b>809</b>	<b>325</b>	<b>670</b>	<b>(53)</b>	<b>2 692</b>
Intérêts minoritaires	(0)	0	(39)	(122)	(21)	(34)	5	(211)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>413</b>	<b>269</b>	<b>220</b>	<b>687</b>	<b>304</b>	<b>635</b>	<b>(48)</b>	<b>2 481</b>
En m€	T2-22 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 738</b>	<b>1 010</b>	<b>1 189</b>	<b>830</b>	<b>685</b>	<b>1 970</b>	<b>(573)</b>	<b>8 849</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 359)	(572)	(726)	(517)	(360)	(959)	497	(4 996)
FRU	3	(3)	0	(8)	1	(1)	(0)	(8)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 382</b>	<b>435</b>	<b>463</b>	<b>305</b>	<b>326</b>	<b>1 010</b>	<b>(76)</b>	<b>3 845</b>
Coût du risque	(411)	(43)	(4)	(118)	(112)	76	(3)	(615)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	21	0	78	3	0	103
Gains ou pertes nets sur autres actifs	11	5	2	6	(2)	(1)	0	22
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>982</b>	<b>397</b>	<b>482</b>	<b>194</b>	<b>290</b>	<b>1 088</b>	<b>(79)</b>	<b>3 355</b>
Impôts	(213)	(94)	(147)	(55)	(60)	(204)	3	(771)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	11	11	1	-	0	23
<b>Résultat net</b>	<b>768</b>	<b>303</b>	<b>347</b>	<b>149</b>	<b>231</b>	<b>884</b>	<b>(76)</b>	<b>2 607</b>
Intérêts minoritaires	(0)	(2)	(91)	(27)	(30)	(27)	1	(176)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>768</b>	<b>301</b>	<b>256</b>	<b>123</b>	<b>201</b>	<b>858</b>	<b>(76)</b>	<b>2 431</b>

## Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, S1-23 et S1-22

En m€	S1-23 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>6 686</b>	<b>1 895</b>	<b>1 994</b>	<b>3 486</b>	<b>1 834</b>	<b>3 956</b>	<b>(1 378)</b>	<b>18 473</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(4 889)	(1 153)	(1 020)	(1 430)	(800)	(2 159)	935	(10 517)
FRU	(111)	(44)	(40)	(6)	(29)	(312)	(77)	(620)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 686</b>	<b>698</b>	<b>934</b>	<b>2 050</b>	<b>1 005</b>	<b>1 485</b>	<b>(521)</b>	<b>7 337</b>
Coût du risque	(577)	(135)	(240)	(1)	(463)	(68)	(3)	(1 486)
Sociétés mises en équivalence	7	-	1	49	85	11	(0)	153
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6	2	0	0	25	5	(1)	37
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 122</b>	<b>566</b>	<b>695</b>	<b>2 098</b>	<b>652</b>	<b>1 433</b>	<b>(525)</b>	<b>6 042</b>
Impôts	(289)	(138)	(203)	(475)	(177)	(358)	157	(1 483)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	5	1	0	-	-	6
<b>Résultat net</b>	<b>833</b>	<b>428</b>	<b>497</b>	<b>1 624</b>	<b>475</b>	<b>1 075</b>	<b>(368)</b>	<b>4 565</b>
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(79)	(233)	(44)	(54)	(4)	(415)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>833</b>	<b>428</b>	<b>418</b>	<b>1 390</b>	<b>431</b>	<b>1 021</b>	<b>(372)</b>	<b>4 150</b>
En m€	S1-22 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>7 425</b>	<b>1 996</b>	<b>2 757</b>	<b>1 634</b>	<b>1 372</b>	<b>3 692</b>	<b>(1 147)</b>	<b>17 730</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(4 685)	(1 168)	(1 425)	(1 018)	(726)	(1 927)	872	(10 078)
FRU	(156)	(69)	(7)	(38)	(34)	(442)	(56)	(803)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 584</b>	<b>759</b>	<b>1 324</b>	<b>578</b>	<b>612</b>	<b>1 323</b>	<b>(331)</b>	<b>6 850</b>
Coût du risque	(557)	(104)	(5)	(393)	(237)	(202)	(6)	(1 503)
Sociétés mises en équivalence	5	-	41	1	158	6	-	211
Gains ou pertes nets sur autres actifs	24	5	3	6	(2)	(1)	(0)	35
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 056</b>	<b>659</b>	<b>1 363</b>	<b>193</b>	<b>532</b>	<b>1 127</b>	<b>(337)</b>	<b>5 592</b>
Impôts	(516)	(175)	(330)	(112)	(114)	(279)	53	(1 474)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	10	12	2	-	0	25
<b>Résultat net</b>	<b>1 540</b>	<b>484</b>	<b>1 043</b>	<b>92</b>	<b>420</b>	<b>847</b>	<b>(285)</b>	<b>4 143</b>
Intérêts minoritaires	(1)	(2)	(206)	(57)	(56)	(36)	(4)	(362)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 540</b>	<b>482</b>	<b>837</b>	<b>35</b>	<b>364</b>	<b>811</b>	<b>(289)</b>	<b>3 781</b>

## Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T2-23 et T2-22							
En m€	T2-23 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 732</b>	<b>1 906</b>	<b>1 162</b>	<b>959</b>	<b>982</b>	<b>(66)</b>	<b>6 676</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(715)	(1 038)	(430)	(554)	(503)	21	(3 218)
FRU	(0)	2	2	6	(0)	(6)	4
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 017</b>	<b>869</b>	<b>735</b>	<b>411</b>	<b>479</b>	<b>(51)</b>	<b>3 461</b>
Coût du risque	(0)	(32)	(304)	(69)	(127)	(2)	(534)
Sociétés mises en équivalence	27	7	11	-	0	(19)	27
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	26	2	0	-	29
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 045</b>	<b>844</b>	<b>468</b>	<b>345</b>	<b>353</b>	<b>(71)</b>	<b>2 983</b>
Impôts	(246)	(174)	(143)	(76)	(103)	65	(677)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	0	-	3	-	4
<b>Résultat net</b>	<b>799</b>	<b>670</b>	<b>325</b>	<b>269</b>	<b>252</b>	<b>(6)</b>	<b>2 309</b>
Intérêts minoritaires	(123)	(48)	(21)	(12)	(55)	(10)	(269)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>676</b>	<b>622</b>	<b>304</b>	<b>257</b>	<b>197</b>	<b>(16)</b>	<b>2 040</b>
En m€	T2-22 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 174</b>	<b>1 971</b>	<b>685</b>	<b>1 010</b>	<b>812</b>	<b>(33)</b>	<b>5 619</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(727)	(959)	(360)	(572)	(502)	(3)	(3 123)
FRU	0	(1)	1	(3)	(8)	(0)	(11)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>447</b>	<b>1 011</b>	<b>326</b>	<b>435</b>	<b>302</b>	<b>(36)</b>	<b>2 485</b>
Coût du risque	(4)	76	(112)	(43)	(117)	(3)	(202)
Sociétés mises en équivalence	21	3	78	-	0	(9)	94
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	(1)	(2)	5	6	0	11
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>467</b>	<b>1 090</b>	<b>290</b>	<b>397</b>	<b>191</b>	<b>(48)</b>	<b>2 387</b>
Impôts	(143)	(204)	(60)	(94)	(55)	6	(549)
Rés. net des activités abandonnées	11	-	1	-	11	0	23
<b>Résultat net</b>	<b>335</b>	<b>885</b>	<b>231</b>	<b>303</b>	<b>147</b>	<b>(41)</b>	<b>1 861</b>
Intérêts minoritaires	(93)	(43)	(30)	(12)	(35)	(11)	(225)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>242</b>	<b>843</b>	<b>201</b>	<b>291</b>	<b>113</b>	<b>(52)</b>	<b>1 636</b>

## Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, S1-23 et S2-22

En m€	S1-23 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 478</b>	<b>3 957</b>	<b>1 834</b>	<b>1 895</b>	<b>1 951</b>	<b>(318)</b>	<b>12 797</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(1 430)	(2 159)	(800)	(1 153)	(987)	(18)	(6 546)
FRU	(6)	(312)	(29)	(44)	(40)	(77)	(509)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 042</b>	<b>1 486</b>	<b>1 005</b>	<b>698</b>	<b>924</b>	<b>(413)</b>	<b>5 741</b>
Coût du risque	(1)	(68)	(463)	(135)	(241)	(0)	(908)
Sociétés mises en équivalence	49	11	85	-	1	(33)	113
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	5	25	2	0	-	33
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 090</b>	<b>1 433</b>	<b>652</b>	<b>566</b>	<b>684</b>	<b>(447)</b>	<b>4 979</b>
Impôts	(478)	(358)	(177)	(138)	(201)	153	(1 199)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	0	-	5	-	6
<b>Résultat net</b>	<b>1 613</b>	<b>1 076</b>	<b>475</b>	<b>428</b>	<b>488</b>	<b>(293)</b>	<b>3 786</b>
Intérêts minoritaires	(239)	(77)	(44)	(19)	(113)	(27)	(520)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 374</b>	<b>998</b>	<b>431</b>	<b>409</b>	<b>375</b>	<b>(321)</b>	<b>3 266</b>
En m€	S1-22 (publié)						
	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 743</b>	<b>3 694</b>	<b>1 372</b>	<b>1 996</b>	<b>1 599</b>	<b>(201)</b>	<b>11 203</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(1 425)	(1 927)	(726)	(1 168)	(988)	(22)	(6 256)
FRU	(7)	(442)	(34)	(69)	(38)	(56)	(647)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 311</b>	<b>1 325</b>	<b>612</b>	<b>759</b>	<b>572</b>	<b>(279)</b>	<b>4 300</b>
Coût du risque	(5)	(202)	(237)	(104)	(390)	(4)	(943)
Sociétés mises en équivalence	41	6	158	-	1	(17)	189
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	(1)	(2)	14	6	0	20
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 349</b>	<b>1 128</b>	<b>532</b>	<b>669</b>	<b>189</b>	<b>(301)</b>	<b>3 567</b>
Impôts	(326)	(280)	(114)	(175)	(112)	57	(950)
Rés. net des activités abandonnées	10	-	2	-	12	0	24
<b>Résultat net</b>	<b>1 033</b>	<b>848</b>	<b>420</b>	<b>493</b>	<b>90</b>	<b>(244)</b>	<b>2 641</b>
Intérêts minoritaires	(213)	(49)	(56)	(20)	(77)	(19)	(434)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>820</b>	<b>800</b>	<b>364</b>	<b>473</b>	<b>13</b>	<b>(263)</b>	<b>2 207</b>

## Annexe 4 – Données par action

### Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

#### Crédit Agricole S.A. – données par action

(en m€)		T2-2023 IFRS17	T2- 2022 IFRS4	S1-23 IFRS17	S1-22 IFRS4
Résultat net part du Groupe - publié		2 040	1 976	3 266	2 528
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(94)	(86)	(235)	(208)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	1 946	1 890	3 031	2 320
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m)	[B]	3 025	3 023	3 024	2 965
<b>Résultat net par action - publié</b>	<b>[A]/[B]</b>	<b>0,64 €</b>	<b>0,63 €</b>	<b>1,00 €</b>	<b>0,78 €</b>
RNPG sous-jacent		1 850	1 908	3 100	2 665
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 756	1 822	2 865	2 457
<b>Résultat net par action - sous-jacent</b>	<b>[C]/[B]</b>	<b>0,58 €</b>	<b>0,60 €</b>	<b>0,95 €</b>	<b>0,83 €</b>

(en m€)		30/06/2023 IFRS17	30/06/2022 IFRS4
Capitaux propres - part du Groupe		67 879	64 417
- Emissions AT1		(7 235)	(5 986)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		1 352	2 006
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		-	-
<b>Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.</b>	<b>[D]</b>	<b>61 997</b>	<b>59 288</b>
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(17 077)	(18 345)
<b>ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.</b>	<b>[E]</b>	<b>44 920</b>	<b>40 943</b>
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]	3 024,7	3 022,9
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]	20,5 €	19,6 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F]	14,9 €	13,5 €

\* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

\*\* y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)		S1-23 IFRS17	S1-22 IFRS4
Résultat net part du Groupe - publié	[K]	3 266	2 528
Dépréciation d'immobilisation incorporelle	[L]	0	0
IFRIC	[M]	-542	-682
RNPG publié annualisé	[N] = (([K]-[L]-[M])*2+[M])	7 075	5 738
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés	[O]	-470	-416
Résultat publié ajusté	[P] = [N]+[O]	6 605	5 322
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordin. (1)	[J]	42 778	40 195
ROTE publié ajusté(2) (%)	= [P] / [J]	15,4%	13,2%
Résultat net part du Groupe sous-jacent	[Q]	3 100	2 665
RNPG sous-jacent annualisé	[R] = (([Q]-[M])*2+[M])	6 741	6 011
Résultat sous-jacent ajusté	[S] = [R]+[O]	6 271	5 595
ROTE sous-jacent ajusté(2) (%)	= [S] / [J]	14,7%	13,9%

(1) Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2022 et 30/06/2023

(2) ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé et de charges IFRIC linéarisées



## Indicateurs Alternatifs de Performance<sup>87</sup>

### **ANC Actif net comptable (non réévalué)**

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

### **ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action**

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

### **BNPA Bénéfice Net Par Action**

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

### **Coefficient d'exploitation**

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

### **Coût du risque sur encours**

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

### **Créance douteuse**

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

### **Créance dépréciée**

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

### **MREL**

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne « Redressement et Résolution des Banques » (*Bank Recovery and Resolution Directive* -

<sup>87</sup> Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG sous-jacent ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

### **Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)**

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

### **Taux des créances dépréciées (ou douteux)**

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

### **TLAC**

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board* - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks* - G-SIBs). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Sont éligibles au numérateur du ratio TLAC les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les titres subordonnés et les dettes senior non préférées éligibles d'échéance résiduelle de plus d'un an émis par Crédit Agricole SA.

### **RNPG Résultat net part du Groupe**

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

### **RNPG sous-jacent**

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels) afin de faciliter la compréhension du résultat réel de la société.

### **RNPG attribuable aux actions ordinaires**

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

### **RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity**

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4 ; S1x2 ; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

## Avertissement

*L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le deuxième trimestre et premier semestre 2023 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres>.*

*Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).*

*Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.*

*Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.*

### Normes applicables et comparabilité

*Les chiffres présentés au titre de la période de six mois close au 30 juin 2023 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.*

*Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2022 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2022 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.*

*La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.*

*Au 30 juin 2023, Crédit Agricole Auto Bank est le nom de la nouvelle entité issue de la reprise à 100% de FCA Bank par Crédit Agricole Consumer Finance. Crédit Agricole Auto Bank est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.*

*Au 30 juin 2023, Leasys est la nouvelle filiale commune entre CACF et Stellantis, elle est consolidée selon la méthode de mise en équivalence dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.*

## Agenda financier

8 novembre 2023	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2023
8 février 2024	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2023
3 mai 2024	Publication des résultats du premier trimestre 2024
22 mai 2024	Assemblée générale
1 août 2024	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2024
6 novembre 2024	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2024

## Contacts

### CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

---

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	<a href="mailto:alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr">alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr</a>
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	<a href="mailto:olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr">olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr</a>
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	<a href="mailto:mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr">mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr</a>
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	<a href="mailto:bertrand.schaefer@ca-fnca.fr">bertrand.schaefer@ca-fnca.fr</a>

### CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

---

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	<a href="mailto:investor.relations@credit-agricole-sa.fr">investor.relations@credit-agricole-sa.fr</a>
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	<a href="mailto:relation@actionnaires.credit-agricole.com">relation@actionnaires.credit-agricole.com</a>

Cécile Mouton	+ 33 1 57 72 86 79	<a href="mailto:cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr">cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr</a>
---------------	--------------------	--

#### Relations investisseurs actions :

Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	<a href="mailto:jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr">jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr</a>
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	<a href="mailto:fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr">fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr</a>
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	<a href="mailto:joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr">joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr</a>
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	<a href="mailto:oriane.cante@credit-agricole-sa.fr">oriane.cante@credit-agricole-sa.fr</a>
Nicolas Ianna	+33 1 43 23 55 51	<a href="mailto:nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr">nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr</a>
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	<a href="mailto:leila.mamou@credit-agricole-sa.fr">leila.mamou@credit-agricole-sa.fr</a>
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	<a href="mailto:anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr">anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr</a>
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	<a href="mailto:annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr">annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr</a>

#### Relations investisseurs crédit et agences de notation :

Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	<a href="mailto:rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr">rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr</a>
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	<a href="mailto:florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr">florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr</a>

Tous nos communiqués de presse sur : [www.credit-agricole.com](http://www.credit-agricole.com) - [www.creditagricole.info](http://www.creditagricole.info)



Crédit\_Agricole



Groupe Crédit Agricole



creditagricole\_sa